

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La lutte pour le centre de l'Eurasie

par Tobias Salander

Il était une fois une puissance mondiale outre-atlantique déclinante. Elle s'était donné pour mission de défendre la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. C'est en tout cas ce que voulaient faire croire ses conseillers en communication qui, dans leurs palais de verre, gagnaient leur vie en faisant prendre aux gens des vessies pour des lanternes. Et la tâche n'était pas simple, puisque le pays de la liberté s'était construit sur les cadavres de millions de natifs assassinés, une population indigène fière et combattive (les indiens) qui n'avait pas invité les immigrés ayant débarqué dès le 16^e siècle. La deuxième tâche que les communicants ont su effacer a été la déportation de millions d'Africains qui, en tant qu'esclaves, ont servi de base à l'immense enrichissement des Européens immigrés dans le nouveau pays «promis».

Une fois que l'on eut «incorporé» les vastes prairies, et que l'on s'apprêtait à «protéger» la liberté des voisins du sud et des habitants des îles d'Asie, riche de l'expérience de l'ancienne puissance coloniale (dont ils se prenaient pour les héritiers dignes) qui, en tant que Britannia régissante, avait déjà montré au monde d'antan ce que c'était de prendre le fardeau de l'homme blanc en «pacifiant» la moitié de la terre et tous les océans, on s'est senti, outre-atlantique, appelé par Dieu *himself* pour prendre sur soi le nouveau fardeau du gendarme du monde.

Lorsque le monde s'est déchiré une première fois au 20^e siècle, on s'est mis en tête de donner aux peuples le «droit à l'autodétermination» et de rendre le monde «sûr» pour la démocratie. La montée en puissance financière qui accompagna ce phénomène n'était en rien involontaire et constituait la base d'une ascension fulgurante, qui n'a pas été stoppée, mais au contraire encouragée par les millions de vies sacrifiées. L'ancienne puis-

sance coloniale était définitivement en faillite, il ne restait plus qu'un contradicteur qui, après une guerre froide de plusieurs décennies, baissa pavillon et finit par implorer.

On déclara alors l'histoire terminée et le propre *way of life* comme définitivement victorieux. Puis tout s'est enchaîné: en trente ans, les invasions se sont succédées, des millions de personnes ont été massacrées, le monde recouvert d'un tapis de propagande qui a rendu les gens sourds et aveugles. Bien que des reproches s'élevaient aussi à l'intérieur du pays, ils étaient étouffés par les tambours de guerre, qui savaient toutefois se rendre séduisants: ne continuait-on pas à se battre pour la liberté, pour les droits de l'homme, contre la terreur? En réalité, ces valeurs étaient pourtant piétinées dans des camps de torture illégaux, par des assassinats illégaux par drones et des sanctions illégales qui affamaient des centaines de milliers d'enfants. Mais pour la seule superpuissance restante, cela en valait la peine, comme l'a laissé entendre une dame *tough*, elle dont la famille avait dû vivre l'Holocauste. On se battait contre des Etats voyous sans se connaître soi-même. Mais qui aurait osé reprocher clairement son comportement au plus grand des méchants? A une bande de brigands, comme l'aurait formulé le père de l'Eglise Augustin, qui disposait de l'armée la plus puissante, de la première monnaie mondiale et d'innombrables «Etats vassaux» européens, comme ne se lassait pas de s'en vanter l'un de ses stratèges d'origine polonaise? Exprimer ce reproche aurait été suicidaire! Et tout cela était-ce vraiment si grave? Voyait-on encore dans les médias des images de cadavres d'enfants affamés, d'hommes et de femmes mutilés?

Dorénavant, tout serait «smart», surtout le «power», qui devait contenter la terre entière, sous la forme d'une combinaison de «hard» et de «soft power», tel que l'avait formulé

une ministre des Affaires étrangères et ultérieurement candidate à la présidence.

Et voilà que soudain le rouleau compresseur patine, comme s'il avait heurté une muraille de Chine. Il y avait effectivement des puissances qui ne se laissaient plus faire. La Syrie et l'Afghanistan servirent d'avertissement, le *pitbull* anglo-saxon s'y étant cassé les dents. Et pourtant, les «révolutions» de couleur, décrites comme des soulèvements populaires, se sont poursuivies, mais toujours *made in Homeland*, selon une véritable loi de la terreur.

La lutte pour le fabuleux «cœur de l'Eurasie» était engagée; l'«île mondiale» (le «Heartland» de *Halfor John Mackinder*, a.d.t.) ne pouvait être dominée, selon les vues stratégique des idéologues concernés, que si l'Europe était dominée, et pour dominer l'Europe il fallait dominer sa région Est, où un pays jouait un rôle central, non pas en raison de ses terres noires fertiles, ça aussi bien sûr, mais en raison de sa position charnière entre l'Est et l'Ouest. *C'est là que le conflit ukrainien était né*. Ce que la première puissance mondiale témoignait alors comme son attitude était inouï. Freud aurait parlé de projection: tout à coup, les médias étaient remplis de termes que l'on avait jusqu'alors soigneusement passés sous silence ou qualifiés de théorie du complot. Les médias dominants parlaient d'opérations planifiées sous fausse bannière, de mises en scène de guerre, de désinformation, de propagande, d'opérations de communication stratégique. Comme si le monde n'avait pas déjà maintes fois vécu tout cela, sauf qu'à présent, vassaux et souverains criaient fort: «Arrêtez le voleur!» Et si le voleur n'en était pas un? Et qu'il ne prévoyait pas d'attaquer? On en sortirait alors soi-même en héros empêchant une guerre qui n'avait jamais été planifiée.

Dans quel pays a été tourné le film «Wag the dog»? Ou, dans une histoire fictive (?), un candidat à la présidence, pour détourner l'attention d'une affaire sexuelle, fait appel au *maître sorcier* des conseillers en communication, magistralement interprété par *Dustin Hoffman*. Quoi faire? Une guerre, bien sûr, et ensuite, quand on découvre que c'est un fake, y substitue un héros, un héros oublié. Le scénario est connu, la rhétorique guerrière aussi. Que va-t-il donc se passer maintenant? L'arrivée du héros désintéressé s'avançant sur le champ de bataille pour combattre le Mal? sur un champ de bataille qui n'en est pas un, et dans une guerre entièrement chimérique artificiellement créée par la propagande? Et ceci dans un monde qui était déjà au bord du gouffre, lorsque les deux puissances nucléaires risquaient l'épreuve de force, et dans une crise dont le ministre de la Défense des «Bons» (*Mc Namara*) a dit, lors de son grand déballage, que l'on en avait «échappé belle» (*lucked out*) à l'autodestruction nucléaire!

Faut-il vraiment revivre cela? Et si, cette fois, la chance n'était pas de notre côté? Si la rationalité de certains individus devait faillir? Et si une réaction en chaîne, une fois déclenchée, ne pouvait plus être arrêtée? Quand les vassaux européens crieront-ils enfin la vérité au visage de l'empereur, à moitié nu, à l'instar du petit garçon dans le fameux conte de *Christian Andersen*? Pour inviter ensuite l'assoiffé du pouvoir à se retirer pour rejoindre la famille humaine, comme un égal parmi les égaux? Il n'est pas encore trop tard pour la paix, pour autant que l'on y aspire.

«Et s'ils ne sont pas morts, ils vivent encore...» Les contes de fées, au moins dans la version des frères Grimm, n'aboutissent-ils pas, presque toujours, à leur fin heureuse? Pour ce qui est des contes de fées modernes, ils n'ont plus le choix. •

Situation dévastatrice en Afghanistan: famine, biens nationaux bloqués, sanctions

par Eva-Maria Föllmer-Müller

Déjà en janvier, une rencontre a eu lieu à Oslo entre des hauts-représentants de Paris, Londres, Berlin et Washington, et des représentants de haut niveau du gouvernement afghan. Il s'agissait de la première invitation officielle en Europe depuis le nouveau gouvernement des talibans en Afghanistan. L'aide humanitaire et les droits de l'homme étaient à l'ordre du jour. Par la suite, une conférence s'est tenue à Genève du 7 au 11 février, à l'invitation de l'ONG «Appel de Genève», avec onze représentants du gouvernement afghan venus demander une aide humanitaire. L'ordre du jour était le même qu'à Oslo.

Dans le cadre de la conférence, la Suisse a également mené des entretiens. Interrogé avant la rencontre, un porte-parole du DFAE a donné des informations à la SFR au sujet de la composition de la délégation du DFAE: «ce sont des représentants de la DDC, de la division Paix et droits de l'homme et de la Division Politique Asie et Pacifique». L'ambassadeur Raphael Nügeli a souligné l'importance de



Suraya, 8 ans, et ses sœurs utilisent la chaleur du poêle à bois pour se tenir au chaud pendant le rude hiver afghan. Elles vivent toutes dans le camp de déplacés de Shaydayee, dans la province de Herat. Comme Suraya, la plupart des enfants et des familles dans le besoin n'ont pas d'autre choix que les feux ouverts pour se tenir chaud. (photo ©UNICEF/UN0574509/Bidel)

«La crise affecte tous les aspects de la vie de la quasi-totalité des 40 millions d'Afghans et accroît le volume de l'aide humanitaire. L'ensemble de la population est touché par la pauvreté, tandis que la moitié d'entre eux sont en proie à la famine. Même les Afghans qui ont été épargnés lors des précédentes périodes de conflit et de crise – les habitants des zones urbaines, la classe moyenne supérieure et les personnes instruites – sont maintenant touchés. Aujourd'hui, seuls 2 % des Afghans ont assez de nourriture. Près de 9 millions de personnes sont menacés de famine. C'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré en Afghanistan et le plus important actuellement dans le monde. La nourriture est encore disponible sur les marchés, mais la menace de famine plane car les

gens n'ont pas accès à l'argent liquide pour acheter des denrées alimentaires. Dans des endroits comme la ville de Herat, notre personnel entend même parler de personnes qui en viennent à vendre leurs organes. D'autres partent pour l'Iran par des voies informelles et illégales parce qu'ils ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires en Afghanistan.»

Source: Témoignage de David Miliband devant la sous-commission sur l'Afghanistan de la commission sénatoriale des relations étrangères, New York, 9 février 2022

David Miliband est le président de l'International Rescue Committee (IRC) à New York (Traduction Horizons et débats)

parler avec les personnes actuellement au pouvoir en Afghanistan. Il a toutefois précisé qu'il ne s'agissait «ni d'une légitimation ni d'une reconnaissance des talibans en tant que représentants du gouvernement afghan». Le chef de la division Asie et Pacifique au sein du secrétariat d'Etat du DFAE à Berne a déclaré dans une interview à la SRF: «Nos interlocuteurs nous ont demandé de fournir davantage d'aide humanitaire. Ils ont décrit de manière drastique la situation en Afghanistan – ils ont admis très ouvertement la situation dramatique dans les hôpitaux. C'est pourquoi ils demandent plus de soutien.»

L'Afghanistan est dans une situation de désolation: 24,4 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population totale, ont besoin d'une aide humanitaire.

Le plan humanitaire 2022 des Nations unies pour l'Afghanistan prévoit 4,4 milliards de dollars pour venir en aide à 22 millions de personnes. Il n'est financé qu'à hauteur de 9%.¹ Une analyse actualisée du «Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire» (IPC)² montre qu'au premier trimestre 2022, 23 millions de personnes, soit 55 % de la population, pourraient être touchées par une crise ou une urgence d'insécurité alimentaire (IPC 3 et 4). 8,7 millions de personnes devraient se trouver dans l'IPC 4 – le chiffre le plus élevé au monde. Le rapport de l'IPC conclut que «la situation alimentaire actuelle

Horizons et débats est l'édition en langue française de l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* (qui paraît en allemand et en avance temporelle d'une semaine). Les articles de l'édition actuelle reproduisent donc des textes rédigés avant le 21 février 2022. De notre point de vue, leurs parties essentielles restent valables même si les événements survenus depuis le 21 février 2022 n'ont pas encore pu s'y refléter.

«Pour les Afghans, la vie quotidienne est devenue un enfer glacial»

Remarques du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors de la réunion du Conseil de sécurité du 26 janvier 2022

Monsieur le Président, Excellences,
Six mois après la prise du pouvoir par les talibans, l'Afghanistan est sur le fil du rasoir. Pour les Afghans, la vie quotidienne est devenue un enfer glacial. Ils sont aux prises d'un nouvel hiver brutal, marqué par des vents cinglants, des froids rigoureux et des tempêtes de neige. Les familles se serrent dans des tentes de fortune sous des bâches en plastique, allant jusqu'à brûler leurs biens pour se réchauffer.

Les cliniques sont surpeuplées – et manquent de ressources. Les ambulances et les générateurs électriques des hôpitaux sont à sec en raison de la flambée des prix du carburant. Les Afghans sont harcelés non seulement par le COVID-19, mais aussi par des maladies mortelles évitables comme la rougeole, la diarrhée et même la polio.

L'éducation et les services sociaux sont au bord de l'effondrement. Des millions d'enfants – surtout des filles – ne sont pas scolarisés et 70 % des enseignants ne sont pas payés.

Plus de la moitié des Afghans sont confrontés à des niveaux extrêmes de faim. Le pays est confronté à la pire sécheresse qu'il ait connue depuis vingt ans, ce qui rapproche 9 millions de personnes de la famine. Plus de 80 % de la population dépend de l'eau potable contaminée, et certaines familles vendent leurs bébés pour acheter de la nourriture.

L'économie afghane traverse elle aussi un hiver rigoureux. La monnaie risque de s'effondrer et le pays pourrait perdre 30 % de son produit intérieur brut (PIB) d'ici un an. Les liquidités se sont évaporées. Les sanctions et la méfiance du système bancaire mondial ont gelé près de 9 milliards de dollars d'actifs des banques centrales. Les systèmes vitaux sont privés des fonds nécessaires. Le manque de fonds – en particulier en monnaie locale – limite la capacité à atteindre les Afghans dans le besoin.

Alors que l'économie s'effondre, les droits de l'homme perdent également du terrain. Les femmes et les jeunes filles sont à nouveau exclues des bureaux et des salles de classe. Elles ont perdu leur pays du jour au lendemain. Des années de progrès constants ont disparu en un clin d'œil.

Je suis profondément préoccupée par les récentes informations faisant état d'arrestations arbitraires et d'enlèvements de militantes. Je demande instamment leur libération.

Pendant ce temps, le terrorisme reste une menace constante, non seulement pour la sécurité de l'Afghanistan, mais aussi pour le monde entier.

Excellences,

Lorsqu'il s'agit d'urgences humanitaires complexes, l'Afghanistan n'a rien à envier aux autres pays. C'est pourquoi nous avons lancé un appel il y a deux semaines – le plus impor-

tant de l'histoire des Nations unies pour un seul pays, plus de 4,4 milliards de dollars pour cette année.

Nous intensifions notre aide pour sauver des vies dans les domaines de la santé, des abris, de la nutrition, de la protection et de l'éducation d'urgence, ainsi que les transferts d'argent liquide pour aider les familles à joindre les deux bouts. L'année dernière, les Nations unies et nos partenaires ont touché 18 millions de personnes dans le pays. Et nos équipes travaillent à l'échelle de leurs capacités pour atteindre encore plus de personnes cette année et empêcher l'effondrement des systèmes alimentaires, sanitaires et éducatifs du pays.

L'appel contient également un soutien vital pour les pays qui accueillent des réfugiés. Je n'oublierai jamais la générosité de pays comme le Pakistan et l'Iran qui, pendant des décennies, ont accueilli des millions d'Afghans dans le besoin.

En ce moment, nous avons besoin de la communauté mondiale – et de ce Conseil – pour s'engager sur la voie du progrès, fournir des ressources et empêcher l'Afghanistan de s'enfoncer davantage.

Tout d'abord et de toute urgence, nous devons intensifier nos opérations humanitaires pour sauver des vies. Cela va bien au-delà de notre appel humanitaire proprement dit. Nous devons suspendre les règles et les conditions qui entravent non seulement l'économie de l'Afghanistan, mais aussi nos opérations visant à sauver des vies.

En ce moment de besoin maximal, ces règles doivent être sérieusement revues. Les fonds internationaux doivent être autorisés à payer les salaires des travailleurs du secteur public. Qu'il s'agisse de chirurgiens, d'infirmières, d'enseignants, d'agents sanitaires ou d'électriciens, tous sont indispensables au bon fonctionnement des systèmes. Et ils sont essentiels pour l'avenir de l'Afghanistan. Nous devons leur donner une raison de rester dans le pays.

Je me félicite de l'adoption par ce Conseil d'une exemption humanitaire au régime de sanctions des Nations unies pour l'Afghanistan. Je réitère mon appel à délivrer des licences générales couvrant les transactions nécessaires à toutes les activités humanitaires. Nous devons donner aux institutions financières et aux partenaires commerciaux l'assurance juridique qu'ils peuvent travailler avec les opérateurs humanitaires sans craindre de violer les sanctions.

Et le soutien au peuple afghan passe aussi par un rôle fort des Nations unies. Cela inclut le Cadre d'engagement transitoire des Nations unies pour l'Afghanistan, qui est lancé aujourd'hui – un plan visant à étendre et à accélérer l'aide humanitaire et le développement au peuple afghan, tout en soutenant et en renforçant les services et les systèmes essentiels tout au long de cette

période critique de transition. Il comprend également des recommandations relatives à un nouveau mandat pour la mission politique spéciale des Nations unies en Afghanistan afin de soutenir la sécurité, le progrès et les droits de l'homme, qui figurent dans mon prochain rapport. Je demande instamment à ce Conseil d'examiner ces recommandations alors que ce pays entame un nouveau chapitre de son histoire.

Deuxièmement, et c'est profondément lié au premier point, nous devons relancer l'économie afghane en augmentant les liquidités. Nous devons sortir l'économie du gouffre. Cela signifie qu'il faut trouver des moyens de libérer les réserves monétaires gelées et de réengager la Banque centrale de l'Afghanistan. Et il faut aussi explorer d'autres moyens d'injecter rapidement des liquidités dans l'économie.

Le mois dernier, le fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale pour la reconstruction de l'Afghanistan a transféré 280 millions de dollars au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et au Programme alimentaire mondial. Nous avons besoin que les 1,2 milliard de dollars restants soient libérés de toute urgence, afin d'aider la population afghane à survivre à l'hiver.

Le temps presse. Si nous n'agissons pas, des vies seront perdues, et le désespoir et l'extrémisme grandiront. L'effondrement de l'économie afghane pourrait entraîner un exode massif de personnes fuyant le pays.

Notre équipe en Afghanistan est prête à travailler avec les Etats membres et d'autres acteurs pour mettre en place des systèmes responsables afin de garantir que les fonds vont aux Afghans qui en ont le plus besoin et ne sont pas détournés.

Troisièmement, le moment est venu pour les Talibans d'accroître les opportunités et la sécurité de leur peuple et de démontrer leur volonté réelle de faire partie de la communauté internationale. La fenêtre pour la construction de la confiance est ouverte, mais cette confiance doit être gagnée.

En Afghanistan, les travailleuses humanitaires afghanes et internationales travaillent d'arrache-pied pour mettre en œuvre des projets, soutenir des programmes et même diriger des opérations nationales dans tout le pays. Elles font la différence sur le terrain et démontrent clairement la contribution que les femmes peuvent apporter lorsqu'elles en ont la possibilité.

Un accès humanitaire sans entrave à toutes les régions du pays est vital. Dans le même temps, tous les efforts doivent être déployés pour mettre en place des institutions gouvernementales inclusives dans lesquelles tous les Afghans se sentent représentés.

La promotion de la sécurité et la lutte contre le terrorisme sont également cruciales. Pendant bien trop longtemps, le pays a été un terreau fertile pour les groupes terro-

ristes. Si nous n'agissons pas et n'aidons pas les Afghans à surmonter cette tempête, la région et le monde entier en paieront le prix fort. Les flux de drogues illicites, ainsi que les réseaux criminels et terroristes, se développeront. Sans nourriture, sans emploi, sans que leurs droits soient protégés, nous verrons davantage d'Afghans fuir leurs foyers à la recherche d'une vie meilleure.

J'exhorte les Talibans à travailler en étroite collaboration avec la communauté internationale – et avec ce Conseil – afin de supprimer la menace terroriste mondiale en Afghanistan et de mettre en place des institutions qui favorisent la sécurité. Nous devons empêcher l'expansion de toutes les organisations terroristes dans le pays.

Et tout comme j'appelle la communauté internationale à intensifier son soutien au peuple afghan, je lance un appel tout aussi urgent aux dirigeants talibans pour qu'ils reconnaissent et protègent les droits de l'homme fondamentaux que chacun partage.

Un Afghanistan stable, prospère et pacifique est un Afghanistan inclusif – un Afghanistan dans lequel tous les individus peuvent contribuer à son avenir. Cela doit inclure les droits des femmes et des filles, qui se voient une fois de plus refuser leurs droits à l'éducation, à l'emploi et à une justice équitable.

C'est une tragédie pour ces femmes et ces filles qui ont grandi en croyant que tous les rêves étaient à portée de main et qui, aujourd'hui, regardent impuissantes ces rêves s'élever. Mais c'est aussi un gaspillage collectif de talents et de compétences dont l'Afghanistan a besoin pour naviguer dans un avenir précaire. En tant qu'impératif moral – et pratique – toutes les portes doivent rester ouvertes aux femmes et aux filles: dans les écoles, sur le lieu de travail, dans les palais de justice et dans tous les aspects de la vie publique.

Les occasions de prendre un nouveau départ sont rares. Nous exhortons les talibans à saisir ce moment et à gagner la confiance et la bonne volonté de la communauté internationale en reconnaissant – et en faisant respecter – les droits humains fondamentaux de chaque fille et de chaque femme.

Au cœur d'un hiver afghan glacial, le renouveau et l'espoir peuvent sembler lointains. Pendant des décennies, voire des siècles, l'Afghanistan a été injustement utilisé comme plate-forme pour des programmes politiques, des avantages géopolitiques, une domination idéologique, des conflits brutaux et le terrorisme.

Pour une question de responsabilité morale – de sécurité et de prospérité régionales et mondiales – nous ne pouvons pas abandonner le peuple afghan. Il a besoin de paix. Il a besoin d'espoir. Il a besoin d'aide. Et ils en ont besoin maintenant.

Source: <https://www.un.org/press/en/2022/sgsm21121.doc.htm>

(Traduction Horizons et débats)

«Situation dévastatrice ...»

suite de la page 1

et prévue en Afghanistan est extrêmement préoccupante».

Parmi les principaux facteurs de risque figure le gel des finances. Selon le rapport de l'IPC, «les sanctions limitent le secteur privé et entraînent le chômage dans les villes. Une interruption prolongée des flux financiers entraînerait une crise économique de longue durée. Une reprise des paiements permettrait aux entreprises de reprendre leurs activités et de réduire le chômage».

L'annonce faite le 11 février par le Président américain Joe Biden de retenir la moitié des réserves monétaires de l'Afghanistan, c'est-à-dire la fortune nationale de l'Afghanistan, gelées aux Etats-Unis et s'élevant à environ sept milliards de dollars, pour les plaintes des familles des victimes d'attentats comme ceux du 11 septembre 2001, a suscité une grande protestation. L'autre moitié devrait être mise à disposition pour l'aide humanitaire en Afghanistan. D'anciens politiciens, des universitaires et des représentants du gouvernement afghan actuel se sont indignés à juste titre et ont accusé les Etats-Unis de vol; de nombreuses personnes en Afghanistan ont protesté. Le politologue afghan Mohsin Amin a commenté la décision le 13 février: «Il s'agit d'une mesure répressive et tyrannique visant à démanteler l'économie de l'Afghanistan et à nuire à 38 mil-

lions d'Afghans. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 2 milliards de dollars pour la guerre en Afghanistan au cours des 20 dernières années. Mais les Afghans ordinaires n'en ont guère bénéficié, si ce n'est sous la forme de dizaines de milliers de bombes qui se sont abattues sur eux ou sous la forme d'efforts de reconstruction mal planifiés et mal exécutés et qui ont finalement échoué. Près d'un quart de million de personnes sont mortes en conséquence directe de la guerre, sans compter les décès dus aux maladies, à la pauvreté et à d'autres facteurs liés à l'invasion». L'ancien Président Hamid Karzai a condamné cette décision, la qualifiant d'«atrocité contre le peuple afghan». Suhail Shaheen, représentant désigné des talibans auprès des Nations unies, a demandé que la totalité de la somme soit débloquée et maintenue sous le contrôle de la Banque centrale afghane. «La réserve est la propriété de la Da Afghanistan Bank et donc la propriété du peuple afghan», a déclaré M. Shaheen à l'agence de presse Reuters. Le porte-parole taliban de haut rang Al-Hanafi Wardak a déclaré au magazine Newsweek: «La décision injuste du Président Joe Biden a été une vengeance contre tous les Afghans pour la défaite militaire de l'Amérique et un coup porté au système économique de l'Afghanistan, montrant la plus profonde décadence humaine et morale de l'Amérique [...]. Tout ce que je peux dire, c'est que cet argent revient aux Afghans et que cet argent ne dépend pas du système et du

gouvernement.» Et de poursuivre: «Il est clair que cet argent, s'il n'a pas d'impact négatif sur la reconstruction de l'Afghanistan, en a sur la situation humanitaire en Afghanistan, qui préoccupe clairement le monde. [...] Mais en coulisses, le monde a indirectement joué un rôle dans le maintien de cette situation humanitaire déplorable en Afghanistan en gardant le silence face à ces décisions brutales des Etats-Unis.»

Un certain nombre de groupes d'intérêts afghans à l'étranger ont également réagi négativement à la décision de l'administration Biden.

Final declaration of the délégation of Islamic Emirate of Afghanistan (IEA) EIA/AIE (extraits)

A la fin de la conférence, l'EIA a signé une déclaration dans laquelle il assure d'agir dans le but

- de faciliter la mise en œuvre de mesures régies par des principes humanitaires et d'assurer la sécurité et la protection du personnel engagé dans des projets humanitaires et du matériel de secours;
- de promouvoir le plein respect de la protection des installations sanitaires, des transports et du personnel, y compris du personnel féminin;
- de coopérer à la destruction des stocks de mines antipersonnel, au déminage des territoires, à l'assistance aux vic-

times et à la sensibilisation aux risques des mines, et de mettre en œuvre des mesures appropriées;

- de promouvoir et de protéger l'environnement et le patrimoine culturel par des campagnes publiques et d'autres activités;
- d'étendre la protection sur la totalité des populations afghanes, en promouvant, protégeant et facilitant notamment la continuité de leur formation, et avec d'autres initiatives.

Source: Communiqué de presse de la Fondation suisse de l'Appel de Genève, du 11 février 2022

(Traduction Horizons et débats)

Refuser le mensonge en politique – un devoir urgent

par Karl-Jürgen Müller

Martina Fischer, chercheuse spécialiste pour la paix auprès de l'organisation caritative des Eglises Evangéliques en Allemagne «Brot für die Welt» (Du pain pour le monde) a établi le constat suivant lequel, en matière du conflit [entre l'OTAN et la Russie], «nombre de discours politiques et médiatiques ne rapportent pas un récit s'appuyant sur des faits concrets», poursuivant dans leur présentation une perspective unilatérale. En Allemagne, continue la chercheuse, il s'agirait en priorité de conforter le mythe de l'OTAN du côté du bon droit tandis que la Russie aurait tous les torts.¹ Ce genre de «communication stratégique» – c'est le terme devenu habituel parmi les officiels de l'OTAN – regroupe donc «un ensemble d'activités basées sur des signes [linguistiques ou visuels] et généralement soutenues par les médias, par lesquelles des individus, des groupes ou des organisations s'efforcent d'insinuer auprès de l'opinion publique leurs intérêts politiques, économiques, juridiques ou autres, en maintenant ou développant des intérêts motivés par d'autres raisons auprès des groupes cibles sélectionnés. C'est ce que j'appelle le mensonge politique – un genre de harcèlement assez récurrent dans notre propre pays.»

En effet, c'est journalièrement que l'on peut relever la récurrence du mensonge politique, en Allemagne et ailleurs. En outre, ce genre de menteurs s'érigent également en censeurs. La Ministre allemande de l'éducation et de la recherche a annoncé, le 8 février 2021, que des fonds importants allaient être alloués à une dizaine de nouveaux projets de recherche visant à lutter contre la «désinformation et les fake news» (du côté «des autres», naturellement). La ministre voudrait ainsi – selon ses dires – s'attaquer à la racine du fléau des fake news en combattant la désinformation «par la promotion ciblée des recherches respectives». Le mensonge politique se décline en plusieurs variantes qui vont, s'agissant de faits avérés, de leur simple inexactitude en passant par l'omission délibérée de leur importance et leur interprétation sciemment incorrecte, jusqu'à la création très ciblée d'une atmosphère délétère.

Cinq exemples d'actualité

En guise d'illustration, nous nous bornerons à citer cinq exemples récents:

Le 10 février dernier, Gerhard Schröder, ancien chancelier allemand, a commenté dans l'une de ses contributions sur sa page du site *LinkedIn*, un article paru dans l'hebdomadaire «Die Zeit» et intitulé «Nord Stream 2: Wenn der Gasmann zweimal klingelt» (Nord Stream 2: Le gazier sonne toujours deux fois). Schröder écrit: «Dans son édition actuelle, Die Zeit a mobilisé pas moins de onze (!) journalistes pour harceler le SPD, afin qu'ils édient, en usant de tous leurs talents d'investigation, un présumé réseau qui se serait laissé séduire par Poutine et le gaz naturel russe». Dommage pour ces onze auteurs, les faits les plus basiques de cet échafaudage littéraire ne sont même pas avérés». Schröder dresse ensuite une liste exhaustive de ces éléments ainsi que des allégations mensongères du journal.

Le 24 janvier 2022, le «Forum germano-russe» avait organisé un débat sur le thème «Avertissement ou fin de l'alerte – la Russie contre l'OTAN ? Y a-t-il une issue à la crise?». L'un des participants au débat était Jürgen Trittin, responsable de la politique étrangère des Verts et ancien ministre fédéral de l'environnement. A cette occasion, il a déclaré que la Russie devait accepter la «révolution démocratique» qui aurait eu lieu en Ukraine, le pays s'étant prononcé en faveur d'un avenir tourné vers l'Europe. Tous ceux qui ont en mémoire les véritables événements de l'hiver 2013/2014 sur le Maïdan à Kiev et ailleurs en Ukraine ne peuvent qu'être stupéfaits par le choix des termes utilisés, notamment celui de «révolution démocratique».

La Russie a déclaré, à maintes reprises que son intention n'était pas d'occuper l'Ukraine. Le 17 février, le secrétaire d'Etat américain Blinken, prenant la parole devant le Conseil de sécurité des Nations unies, a de nouveau insinué que la Russie ne cherchait qu'un prétexte en recourant à «des provocations fabriquées de toutes pièces». Entre-temps, Poutine a relevé à répétition que depuis des mois, dans les régions de l'Est de l'Ukraine, s'étant autoproclamées

autonomes, des civils mouraient chaque jour sous le feu ciblé de bandes terroristes dont le but consistait à semer la panique et le dépeuplement parmi les populations.

Ce que nos médias ont passé sous silence, c'est que le 17 février, le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué à la représentation américaine un courrier en riposte aux lettres émises en retour par le gouvernement américain et l'Otan, en réponse aux projets d'accords russes de décembre 2021.

Sans surprise, le fond de ce document indiqua que la Russie considérait les offres de négociation des Etats-Unis et de l'OTAN étant totalement inadaptées aux exigences des intérêts fondamentaux de la Russie en matière de sécurité.

Le 16 février vers midi, la *Deutschlandfunk* a interviewé une «experte» de la Fondation allemande pour la science et la politique, proche du gouvernement, à propos de la visite du chancelier allemand à Moscou. Cette experte s'est montrée très critique envers la Russie, soulignant à plusieurs reprises qu'après 1990, des accords avaient été conclus fixant que tout pays membre de l'OSCE puisse librement décider de ses alliances militaires, ce dont la Russie ne tiendrait pas compte. Elle a toutefois omis de mentionner que ces traités de l'OSCE souscrivaient également, et avec le même poids, au principe de l'indivisibilité de la sécurité dans l'espace de l'OSCE et qu'aucun état ne pouvait «consolider sa sécurité au détriment de celle des autres Etats» – ce qui constitue, dans le conflit actuel, l'essentiel des revendications russes (cf. *Horizons et débats* n° 3/4 du 15 février 2022).

M. Steinmeier, le président allemand nouvellement réélu, s'en est pris à la Russie et à son président lors du premier discours qui a suivi sa réélection, le 15 février 2022, en ces termes: «Nous nous trouvons au milieu d'un risque de conflit militaire, voire de guerre en Europe de l'Est. Et la Russie en porte la responsabilité. [...] J'en appelle donc au président Poutine: desserrez l'étau autour du cou de l'Ukraine!» – ce qui est une autre façon de voir la réalité à l'envers. Entre-temps, depuis jeudi passé, cette teneur de désigner Poutine comme seul respon-

«Terrorisme médiatique»

Question: «Les Etats-Unis partent de l'idée que la Fédération de Russie va 'agresser' l'Ukraine dans un ou deux jours au plus tard. Simultanément, le Ministère russe de la Défense a communiqué il y a une heure que les unités ayant participé à l'exercice militaire étaient en train de retrouver leurs bases. Cela signifie-t-il que 'l'agression' russe a été réexaminée? Ou ne figurerait-elle jamais dans les intentions russes?»

Sergueï Lavrov: «Les exercices militaires de la Russie planifiés et réalisés sur son territoire à elle, j'aimerais mettre l'accent là-dessus, commencent, se poursuivent et se terminent selon notre calendrier à nous. A maintes occasions, nous avons insisté sur le fait que nos exercices militaires, peu importe si ils se déroulent dans la partie occidentale de notre pays, à l'Extrême-Orient ou en forme d'exercices militaires combinés russes-bélarus, se réalisent selon un calendrier établi à l'avance. Cela se déroule indépendamment de ce qu'on peut penser, ou de ceux qui tombent dans l'hystérique ou qui déclenchent un véritable terrorisme médiatique, et je n'ai pas peur de m'exprimer de la sorte.»

Source: Discours et réponses du Ministre de la Défense de la Fédération de Russie, M. Sergueï Lavrov, lors d'une conférence médiatique à la suite des délibérations avec le Président en fonction de l'OSCE et Ministre des affaires extérieures de la Pologne, M. Zbigniew Rau, à Moscou, le 15 février 2022, https://lmid.rul/en/foreign_policy/news/1798511_15/02/2022.

(Traduction Horizons et débats)

sable de ce qu'est devenu «la crise ukrainienne» a pris la forme d'une psychose de masse.

En politique, les mensonges peuvent générer une périlleuse dynamique

En politique, les mensonges peuvent générer une périlleuse dynamique, qui peut aller de la dissimulation délibérée à la promotion d'une hystérie politique, en passant par la stratégie des prophéties auto-réalisatrices – on ment pour obtenir un résultat. On doit donc partir du principe que les vrais responsables de la montée de la crise ukrainienne, situés dans les pays de l'OTAN, veulent et ont toujours

Suite page 4

Les Etats-Unis, l'OTAN et la Russie: quelles seront les prochaines tournures?

par le Professeur Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V.

Dans la crise ukrainienne, on trompe et on ment comme des arracheurs de dents! Le Président américain a déjà indiqué à deux reprises des dates fixes (d'abord le 16, puis le 20 février 2022, en tout cas définies comme «imminentes») comme débuts de la guerre. Qui lui a appris cela? Ce n'était pas le président Poutine. La guerre va-t-elle donc être lancée par un état satellite des Etats-Unis?

Depuis le début de son pouvoir, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky promet de «reconquérir le Donbass sécessionniste» et la Crimée. Pour ce faire, il attise depuis des mois ses extrémistes d'extrême droite sur la «restauration du grand empire ukrainien», afin de susciter une ambiance de préparation à la guerre et la peur d'une intervention russe.

Mais surtout, ces dernières semaines, M. Zelensky a exigé des pays de l'OTAN, sous forme d'ultimatums, la livraison d'armes modernes obtenues des Etats-Unis, de la Pologne et d'autres. Seul le gouvernement fédéral allemand a été assez prudent pour ne pas soutenir l'armement de l'Ukraine par des livraisons d'armes allemandes, mais il a dû en contrepartie se laisser insulter de façon de plus en plus insolente par les politiciens ukrainiens.

La peur panique provoquée par l'idée d'une invasion de l'Ukraine par la Russie a été renforcée par le secrétaire général de l'OTAN. Ce dernier s'est trouvé confronté au problème interne suivant: la France, avait qualifié l'OTAN de «mort cérébrale» et donc la direction de l'OTAN avait besoin d'une nouvelle raison d'être afin de pouvoir justifier son existence et les contributions toujours croissantes des états satellites de l'OTAN. Depuis, ce n'est pas seulement la guerre économique avec la Russie, mais aussi la «menace russe» qui fait office de dogme de l'OTAN. La direction de l'OTAN diffuse également la peur et l'ambiance de la guerre, bien que l'Ukraine ne soit pas membre de l'OTAN.

L'envie de guerre vient également des Etats-Unis. Depuis des années, ces derniers s'offusquent de l'insoumission de la Russie dès l'entrée en fonction de Poutine et ont donc depuis longtemps érigé le président russe en fauteur et criminel de guerre par le biais de leur propagande dans la presse mondiale.

Mais ce sont surtout, le Président Joe Biden et son gouvernement qui sont, comme l'ensemble des Etats-Unis, au bord de l'effondrement financier. Ils ont accumulé les dettes les plus élevées de leur histoire, dix fois supérieures à leur budget annuel et sont donc surendettés. L'absence d'intérêts sur cette dette, instaurée jusqu'à présent par la FED, ne peut plus être maintenue, car l'inflation aux Etats-Unis a dépassé les 7% et fait également grimper les taux d'intérêt du marché. Les Etats-Unis vont donc bientôt devenir insolubles – ils rempliront alors les deux conditions de la faillite.

Souvent dans l'histoire, lorsque les hommes politiques ne savaient pas quoi faire en étant confrontés à un crash de leur politique, ils ont eu recours à la guerre en dernier ressort. Pour cette raison, le gouvernement Biden pourrait à nouveau se satisfaire d'une guerre en Ukraine.

Les Etats-Unis n'interviendront toutefois pas en Ukraine avec leurs propres soldats selon les paroles du Président Biden car cela serait voué à l'échec sur le plan de la politique intérieure. En effet, les Etats-Unis ont perdu plus d'une douzaine de guerres régionales depuis la Seconde Guerre mondiale et ils ont actuellement dû faire face à une fuite honteuse en Afghanistan. La plus grande et la plus couteuse armée du monde menace partout mais ne peut plus vaincre.

Derrière les démocrates de Joe Biden se trouve le plus grand et le plus puissant financier de la politique intérieure et extérieure des Etats-Unis, à savoir le lobby de l'armement. Pour engranger encore plus de bénéfices, vendre et produire des biens d'armement, il doit déclencher une guerre dans un endroit

du monde. Le cours des actions de l'industrie des armements est déjà en forte hausse. Des livraisons secrètes d'armes à l'Ukraine sont déjà en cours. En cas de guerre, la demande se multiplierait. Le lobby de l'armement des Etats-Unis profitera donc d'une guerre en Ukraine et finance en conséquence les appels à la haine dans la politique intérieure contre la Russie et le Président Vladimir Poutine.

L'idée que M. Poutine et la Russie veulent faire la guerre à l'Ukraine est certes devenue un dogme de nos médias et de nos politiques, mais elle n'est pas étayée par les faits. La Russie connaît les coûts d'une guerre et ses risques en matière de politique intérieure et extérieure. M. Poutine veut la sécurité contre une nouvelle extension de l'OTAN, car il craint les missiles américains en Ukraine, qui pourraient atteindre Saint-Petersbourg en cinq minutes et Moscou en huit minutes. Il n'a pas encore pu obtenir cette garantie au cours de nombreuses heures de négociations.

Mais la Russie a également donné à ses compatriotes du Donbass la garantie de ne pas les abandonner s'ils étaient attaqués par l'armée ukrainienne. C'est pourquoi la Russie est confrontée à un problème: si l'Ukraine attaque militairement dans le Donbass, la Russie devrait protéger ses compatriotes et donc attaquer formellement le territoire ukrainien.

M. Zelensky pourrait alors annoncer au monde que la Russie a attaqué l'Ukraine, alors qu'il a lui-même déclenché la guerre dans le Donbass, provoquant ainsi l'intervention russe. C'est précisément dans ce contexte que l'on tente déjà de rejeter toutes les informations sur les attaques ukrainiennes dans le Donbass comme étant de la «désinformation» russe.

C'est le piège américano-ukrainien dans lequel la Russie doit tomber.

C'est pourquoi Zelensky, massivement soutenu par le gouvernement américain, se présente depuis deux ans de plus en plus dans

la propagande occidentale comme un Etat menacé, comme si l'Ukraine devait être avalée par la Russie. Il est ainsi parvenu à obtenir de l'Occident de nouveaux serments de fidélité de la part des Etats membres de l'OTAN en Europe contre une invasion de l'Ukraine par les Russes. L'Occident livre aussi des biens d'armement (à l'exception de l'Allemagne) et soutient financièrement le système ukrainien corrompu, de manière généreuse.

De toute évidence, M. Zelensky pense qu'en envahissant le Donbass, il forcera les Russes à envahir ce même Donbass, formellement l'Ukraine, et fera donc apparaître la Russie comme un envahisseur du territoire ukrainien et un agresseur. Ainsi il obligera les pays de l'OTAN à honorer officiellement ou officieusement leurs serments de fidélité.

Et si Zelensky ordonnait l'invasion du Donbass et forçait ainsi la Russie à riposter, ce serait en tout cas un avantage pour les Etats-Unis (industrie de l'armement, correction forcée de la crise du crédit, de la dette et des taux d'intérêt) et pour Zelensky lui-même (une chance de reconquérir le Donbass) – mais serait un inconvenant évident pour la Russie (coûts de la guerre sans bénéficier des avantages), et surtout pour toute l'Europe (la guerre comme déclencheur d'une crise européenne de l'énergie, des finances et de la dette).

En tout état de cause: la conspiration américano-ukrainienne a fait le calcul sans l'hôte. La Russie et son Président ne tomberont pas dans le piège tendu. Attendons donc de voir, c'est au Président Poutine de jouer.

Et qu'en est-il du reste de l'Europe? Les Européens, Emmanuel Macron et aussi Olaf Scholz, savent très bien que l'escalade de la guerre en Ukraine leur nuirait avant tout. Mais visiblement, ils sont encore trop lâches pour en tirer les conséquences nécessaires. Pendant combien de temps encore, cela va-t-il durer?•

(Traduction Horizons et débats)

Un appel d'IPPNW et d'IALANA

La diplomatie est toujours préférable à une préparation à la guerre

Il faut résoudre pacifiquement le conflit enflammé autour de l'Ukraine!

Dans le conflit actuellement dangereux entre l'OTAN et la Russie, nous demandons au gouvernement fédéral de contribuer activement à stopper l'escalade et à rechercher une solution pacifique. Tous les engagements réciproques existants en matière de droit international doivent être utilisés pour parvenir à une sécurité mutuelle. Une sécurité durable ne peut être atteinte l'un contre l'autre, mais seulement ensemble.

Bien que la concentration de troupes semble menaçante, la Russie déclare ne pas vouloir de guerre, mais un traité qui garantisse sa sécurité. A cet effet elle a présenté deux projets détaillés qui sont toutefois largement inconnus du public. Certaines de ces propositions contiennent des exigences maximales étendues et des éléments de négociation pour un nouveau concept de sécurité européenne. D'autres propositions contenues dans les projets de traité sur les garanties de sécurité mutuelles entre la Russie et l'OTAN et entre la Russie et les Etats-Unis sont susceptibles de faire l'objet d'un accord. Il s'agit, par exemple, de la mise en place de lignes téléphoniques d'urgence ou d'informations mutuelles sur les exercices et manœuvres militaires et les doctrines militaires respectives (art. 2, projet de traité OTAN-Russie). De plus, il y a une proposition d'interdire le déploiement de missiles terrestres à moyenne et courte portée dans des zones permettant d'atteindre le territoire des autres parties (art. 5). D'autres propositions visent à mettre fin à la participation nucléaire et à retirer les armes nucléaires américaines d'Europe (art. 7 du traité avec les Etats-Unis). L'article 1 stipule que «les parties sont guidées dans leurs relations par les principes de coopération, de sécurité égale et indivisible. Elles ne renforceront pas leur sécurité [...] au détriment de la sécurité des autres parties contractantes».

Le gouvernement fédéral a une obligation juridique particulière envers la Russie: le 9 novembre 1990, *Helmut Kohl* et *Mikhaïl Gorbatchev* ont conclu un «traité de bon voisinage, de partenariat et de coopération» qui reste toujours sans modification. L'article 7 stipule: «Si une situation se présente qui, selon l'avis de l'une des parties, constitue une menace pour la paix ou une violation de la paix, ou pouvant provoquer une implication internationale dangereuse, les deux parties se mettront en contact immédiatement et s'efforceront de coordonner leurs positions et de se mettre d'accord sur des mesures susceptibles d'améliorer la situation ou

d'y remédier.» Nous demandons au gouvernement fédéral d'intensifier ses discussions dans le sens de ces engagements.

D'importantes obligations internationales à respecter pour le règlement du conflit actuel découlent notamment des principes de la Charte des Nations unies sur le règlement pacifique des différends (art. 2, point 3) et sur l'interdiction du recours à la force (art. 2, point 4). Ils suivent également l'acte de base OTAN-Russie du 27 mai 1997. Par conséquent le stationnement permanent de troupes de combat substantielles dans les nouveaux pays de l'OTAN au centre et à l'est de l'Europe est soumis à des restrictions imposées par le traité international. La rotation en continu des troupes de l'OTAN à la frontière orientale de l'OTAN, telle qu'elle est pratiquée actuellement, contrevient aux obligations de l'accord. Il faut s'opposer aux exigences des nouveaux pays membres de l'OTAN qui souhaitent que l'OTAN passe outre. La Russie rappelle à juste titre la formulation du rapport final du sommet de l'OSCE de 1999 à Istanbul, selon laquelle chaque Etat participant respectera les droits de tous les autres Etats en cas de modification de ses structures de sécurité et ne renforcera pas sa sécurité aux dépens de celle des autres Etats. En décembre 2010 les pays de l'OTAN ont réaffirmé cet engagement lors du sommet de l'OSCE à Astana.

Nous appelons le gouvernement fédéral à mener les négociations à venir dans le respect et la reconnaissance des intérêts mutuels en matière de sécurité et en tenant compte des systèmes de sécurité existants. Il faut tenir compte du fait que depuis 1990, la Russie voit sa sécurité de plus en plus menacée par l'OTAN à la frontière occidentale. Le renoncement à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est n'a certes pas été convenu de manière contraignante en droit international, mais il a fait l'objet de discussions et de négociations répétées avec des représentants du gouvernement russe.

Nous demandons au gouvernement fédéral de négocier dans le cadre suivant:

- Intensifier les efforts pour faire respecter l'accord de cessez-le-feu de Minsk II et inviter les parties à mettre fin militairement aux différends territoriaux concernant la Crimée et le Donbass.
- Activer toutes les filières de discussion entre la Russie et l'OTAN encore existants afin de trouver une solution pacifique reconnaissant les préoccupations sécuritaires de l'Occident et de la Russie.

- Arrêter toutes les mesures qui encouragent actuellement un conflit militaire. Il s'agit notamment de l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et de la fin de toutes les concentrations de troupes des deux côtés de la frontière orientale de l'Ukraine. En plus il faudrait la mise en place d'une zone de sécurité de part et d'autre de la frontière orientale de l'Ukraine, dans laquelle tous les mouvements de troupes à partir d'un effectif de division (5 000) sont signalés à l'avance à la partie adverse, ainsi que de la renonciation à des manœuvres dans cette zone de sécurité.
- Des téléphones rouges, en particulier dans le domaine des armes nucléaires; pas de déploiement de missiles à courte et moyenne portée en Europe ainsi qu'un abandon mutuel de l'utilisation initiale d'armes nucléaires.
- Négocier dans le cadre de l'OSCE le projet de traité russe en vue de créer une structure de sécurité européenne et de redéfinir les relations entre la Russie et l'OTAN dans l'esprit des précédents accords de sécurité mutuelle.
- Promouvoir toutes les formes d'échanges culturels et de contacts personnels entre les peuples de Russie et d'Allemagne qui, dans leur grande majorité, refusent toute guerre en Europe et veulent vivre en paix l'un avec l'autre.

Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire / Médecins en mission sociale (IPPNW).

Responsabilité (IPPNW)

www.ippnw.de, tél. +49 30 698074-0

Section allemande de l'International Association des Avocats contre les Armes Nucléaires (IALANA)

www.ialana.de, tél. +49 30 20654857

Premiers signataires (au 11 février 2022):

Franz Alt, journaliste; Dr Bernd Asbrock, juge à la retraite; Gerhard Baisch, avocat, membre du comité directeur de IALANA; Dr. Till Bastian, journaliste; Prof. Dr Helga Baumgarten, politologue; Ralf Becker, coordinateur de l'initiative «Repenser la sécurité»; Peter Brandt, historien et journaliste; Reiner Braun, International Peace Bureau; Dr. Angelika Claußen, présidente de l'IPPNW; Daniela Dahn, écrivain; Prof. Dr Wolfgang Däubler; Ina Darmstädter, membre du conseil d'administration du Friedensfestival Berlin e.V.; Prof. Dr. Jost Eschenburg, pax christi, évêché d'Augsbourg; Annegret Falter, membre du conseil consultatif de l'IALANA; Ulrich Frey, membre du conseil d'administration de la Martin-Niemöller-Stiftung e.V.; Dr. Heiner Fechner, membres des conseils d'administration d'IALANA, de la VDJ et

de l'EJDM; le professeur Albert Fuchs; Rolf Gösner, juriste et publiciste; Dr. Peter Gerlinghof, Initiative Erinnern und Gedenken Sangerhausen; Prof. Dr. Ulrich Gottstein, membre du comité honoraire de l'IPPNW; Ulrike Guérot, Prof. de politique européenne; Bernd Hahnfeld, IALANA; Gert Heidenreich, écrivain et ancien président de PEN Ouest; Gisela Heidenreich, auteur de livres; Prof. Dr. à la retraite Helwart Hierdeis, spécialiste en sciences de l'éducation; Uwe-Karsten Heye, journaliste, diplomate et auteur; Otto Jäckel, avocat, président de IALANA e.V.; Michael Karg, prévôt à la retraite, président de la Martin-Niemöller-Stiftung e. V.; Joachim Kerth-Zelter, avocat, président fédéral de l'Association des juristes démocrates; Gerold König, président fédéral de Pax christi; Karl-Wilhelm Lange, président du gouvernement à la retraite; Prof. Mohssen Massarrat, conseil consultatif scientifique du IPPNW; Michael Müller, Président fédéral des amis de la nature de l'Allemagne et Secrétaire d'Etat parlementaire a. D.; Götz Neuneck, chargé de mission allemand pour Pugwash auprès de l'Association des scientifiques allemands; Norman Paech, professeur de droit international; Florian D. Pfaff, major à la retraite, porte-parole du groupe de travail «Darmstädter Signal»; Matthias Platzack, président du Forum germano-russe; Dr. med. Lars Pohlmeier, président de l'IPPNW; Rüdiger Postier, ancien juge au Tribunal administratif fédéral; Konrad Raiser, théologien, ancien secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises; Rainer Rehak, vice-président de l'association Informatiker*innen für Frieden und gesellschaftliche Verantwortung e.V. (Fiff); Clemens Ronnefeldt, chargé des questions de paix auprès de la branche allemande du Mouvement international de la Réconciliation; Pamela Rosenberg, ancienne directrice de l'Orchestre philharmonique de Berlin; Prof. Jürgen Schefran, physicien et géographe; Thomas Schmidt, co-secrétaire général EJDM Association européenne des juristes pour la démocratie et les droits de l'homme dans le monde e.V.; Prof. em. Dr. h. c. Dieter Senghaas, chercheur sur la paix, les conflits et le développement; Amela Skiljan, vice-présidente IALANA; Prof. Dr. i. R. Gert Sommer, professeur de psychologie clinique et de recherche sur les conflits; Dr. h. c. Graf Sponeck, secrétaire général adjoint de l'ONU à la retraite; Tommy Spree, directeur du musée anti-guerre de Berlin; Prof. Johano Strasser, politologue et écrivain, ancien président du centre PEN allemand; Antje Vollmer, vice-présidente du Bundestag à la retraite; Peter Vonnahme, juge à la Cour administrative de Bavière i. R., membre de IALANA; Prof. Dr. Herbert Wulf; Burkhard Zimmermann «Initiative Neue Entspannungspolitik jetzt!», Andreas Zumach, journaliste.

(Traduction Horizons et débats)

«Refuser le mensonge ...»

suite de la page 3

voulu délibérément cette rupture des relations avec la Russie, cette hystérie étant assortie de lourdes – et mensongères – accusations à l'encontre de la politique russe: pour eux, c'est la Russie seule l'agresseur tandis que les pays de l'OTAN feraient, eux, tout pour maintenir la paix. Pense-t-on en effet, au siège de l'OTAN, pouvoir faire oublier toutes ces guerres illégales menées par les pays de l'OTAN – Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye et Syrie – au cours des 25 dernières années, ainsi que les victimes et les destructions qui en ont résulté et pour lesquelles aucun des responsables n'a jusqu'à présent eu à rendre de comptes?

Depuis quelques semaines déjà, dans la confrontation actuelle entre, d'une part, les Etats-Unis, l'OTAN ensemble avec l'UE, et la Russie de l'autre, les Etats-Unis affirment – sans en présenter la moindre preuve – que la Russie va lancer son invasion de l'Ukraine par une opération «sous fausse bannière» Ne s'agit-il pas, là déjà, d'un mensonge politique tout à fait particulier? Si, par exemple, l'armée ukrainienne (ou ses groupes armés interposés – comme l'avait fait l'armée géorgienne en 2008 en Ossétie du Sud) – avaient effectivement attaqué le Donbass et que la Russie se voie donc dans l'obligation de venir en aide militairement aux quelques 800 000 russophones du Donbass, les raisons qu'elle invoquerait pour justifier cette assistance ne seraient-elles pas d'ores et déjà rejetées à titre préventif comme de la «désinformation»? Il conviendrait donc de s'alarmer de cette recrudescence d'informations russes au sujet du bombardement du Donbass par les troupes ukrainiennes depuis le 17 février, au lieu de les éclipser de manière, semblait-il, systématique dans nos médias. Tout cela ne serait-il que de la «désinformation» russe ... ou s'agirait-il en réalité d'une autre opération américaine prévue de longue date, une provocation longuement planifiée?

Une question de puissance et de politique de pouvoir

La variété des opportunités de mensonges politiques ne doit pas faire oublier la nature de l'enjeu: la puissance et la politique de pouvoir. L'absence de scrupules des dirigeants et l'allégeance de leurs vassaux ne connaissent pas de limites morales, comme l'ont déjà montré les 19^e et 20^e siècles. Et les deux premières décennies du 21^e siècle ne semblent pas non plus avoir apporté de changement.

On peut exprimer son désaccord. C'est même une nécessité!

Mais on peut exprimer son désaccord, c'est même une nécessité. Non parce qu'il permet d'inverser immédiatement le cours des choses. Ce serait là une illusion. Mais faire entendre sa voix en faveur de la vérité et contre le mensonge, cela correspond à la nature sociale de l'homme. La coexistence pacifique, dont dépend l'existence de chacun d'entre nous, ne peut exister sans une confiance réciproque. Si être de «bonne foi» n'est plus d'actualité, la coexistence s'en trouve perturbée – happée par le délire du pouvoir – et se désagrège de plus en plus. Et cela, non seulement dans les relations internationales mais aussi entre les hommes au sein de leur propre pays.

Non seulement nous, mais aussi les générations futures, avons besoin de modèles d'honnêteté et de sincérité. Le mensonge triomphant engendre la peur et affaiblit l'être humain, car seule la sincérité permet à l'homme de retrouver son âme. Les esprits corrompus se soumettent au principe de l'oppression, les âmes pures se construisent autour de la vérité. Nous, les Allemands, notamment ceux de la génération d'après-guerre, savons que dans la période la plus sombre de l'histoire allemande, ce sont les voix courageuses qui ont éclairé la voie pour nous, les jeunes Allemands de l'après-guerre.

La vérité, plus forte que le mensonge

La vérité est plus forte que le mensonge. Le dictionnaire populaire dit que «les mensonges ont la vie courte». Nous savons à présent que de nombreux

mensonges politiques ont été proférés au cours des dernières décennies. Ce travail de rétablissement de la vérité, le mérite revient à ceux qui l'ont imperturbablement recherchée pour ensuite l'exprimer publiquement. «Tout a commencé par un mensonge», c'était le titre d'un film de la WDR diffusé début 2001, environ un an et demi après le déclenchement de la guerre d'agression de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, contraire au droit international. Le mensonge a perduré à chaque nouvelle guerre des Etats-Unis et de leurs alliés. Des gens courageux ont dénoncé ces mensonges et nous sommes nombreux à leur en être reconnaissants.

Faire un usage public de sa raison – en tous lieux et en toutes circonstances

Emmanuel Kant affirme, dans son essai philosophique «Beantwortung der Frage: Was ist

Aufklärung» (Réponse à la question: qu'est-ce les Lumières), publié pour la première fois en 1784 – cinq ans avant la Révolution française – que le grand public ne peut «accéder que lentement aux lumières.» Et Kant de poursuivre: «Une révolution entraînera peut-être le rejet du despotisme personnel et de l'oppression cupide et autoritaire, mais jamais une véritable réforme de la manière de penser. Au contraire, de nouveaux préjugés surgiront, qui domineront la grande masse irréfléchie tout autant que les anciens. Or, pour répandre ces lumières, il n'est besoin de rien d'autre que de la liberté [...]».

¹ Cf. à ce sujet et sur la «communication stratégique»: Trautvetter, Bernhard. «Die (Vor-)Kriegspropaganda und die «Strategische Kommunikation»». Ds: www.nachdenkenseiten.de du 15/02/2022

Courrier  des lecteurs

La stabilité entre les grandes puissances mondiales se base sur leur équité

L'équilibre entre les puissances n'existe plus depuis la quatrième vague d'élargissement de l'OTAN à l'Est. Aujourd'hui, les Etats-Unis déploient leurs activités, une fois de plus, centrés sur l'Ukraine (conseillers militaires, armes etc.). En les contrecarrant, les principales revendications de la Russie se résument de la sorte: arrêt formel de l'élargissement de l'OTAN à l'Est (une promesse faite par le président américain Bush lors de la dissolution du Pacte de Varsovie), renoncement strict à une nouvelle extension de l'infrastructure militaire de l'OTAN vers l'Est (par exemple en installant des bases et des systèmes d'armes) sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, arrêt de toute l'aide militaire occidentale à l'Ukraine et interdiction des missiles à moyenne portée sur le territoire européen.

Ces revendications sont tout à fait compréhensibles. Une Ukraine neutre favorise-

rait l'équilibre des pouvoirs. Les diplomates autrichiens doivent s'engager dans ce sens et rappeler aux Etats-Unis leur promesse en s'opposant clairement à toute militarisation ultérieure de l'Europe en tant qu'Européens, telle est notre mission en tant que pays neutre. Même de la part d'un petit pays, une attitude claire peut avoir un impact. Pour éviter une guerre, il faut parfois du courage et défendre les vérités.

Encore un mot personnel: pour moi, *Bertha von Suttner* est une grande personnalité aux dimensions d'une pacifiste modèle. Elle s'est engagée pour la paix sans compromis, ne craignant jamais de s'immoler. Un peu de son indépendance d'esprit ferait du bien à tous, surtout à nos politiciens!

Sylvia Stuckenberg, Autriche

(Traduction Horizons et débats)

Prendre un chemin difficile dans le nouvel ordre mondial

La prophétie de *Marshall McLuhan* selon laquelle «le successeur de la politique sera la propagande» s'est réalisée. Une brutale propagande est désormais la règle dans les démocraties occidentales, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Sur les questions de guerre et de paix, les tromperies ministérielles sont rapportées comme des nouvelles. Les faits gênants sont censurés, les démons sont entretenus. Le modèle est la propagande d'entreprise, la devise de l'époque. En 1964, McLuhan a déclaré que «le médium est le message». Maintenant, le mensonge est le message.

Mais est-ce nouveau? Il y a plus d'un siècle qu'*Edward Bernays*, le père de la manipulation, a inventé les «relations publiques» pour couvrir la propagande de guerre. Ce qui est nouveau, c'est la quasi-élimination de la dissidence dans le courant dominant.

Le grand rédacteur en chef, *David Bowman*, auteur de «*The Captive Press*», a appelé cela «une défenestration de tous ceux qui refusent de suivre une ligne et d'avaloir ce qui n'est pas appétissant et qui sont courageux». Il faisait référence aux journalistes indépendants et aux lanceurs d'alerte, les francs-tireurs honnêtes auxquels les organisations médiatiques donnaient autrefois de l'espace, souvent avec fierté. Cet espace a été supprimé.

L'hystérie de guerre qui a déferlé comme un raz-de-marée ces dernières semaines et ces derniers mois en est l'exemple le plus frappant. Connue dans son jargon sous le nom de «shaping the narrative» (former le récit), elle est en grande partie, sinon en totalité, de la pure propagande.

Les Russes arrivent. La Russie est plutôt pire que mauvaise. Poutine est mauvais, «un nazi comme Hitler», a salivé le député travailliste *Chris Bryant*. L'Ukraine est sur le point d'être envahie par la Russie – ce soir, cette semaine, la semaine prochaine. Les sources comprennent un ancien propagandiste de la CIA qui parle maintenant pour le département d'Etat américain et n'offre aucune preuve de ses affirmations sur

les actions de la Russie parce que «cela vient du gouvernement américain».

La règle de l'absence de preuves s'applique également à Londres. La Ministre britannique des Affaires étrangères, *Liz Truss*, qui a dépensé 500 000 £ d'argent public pour se rendre en Australie dans un avion privé afin de prévenir le gouvernement de Canberra que la Russie et la Chine étaient sur le point de bondir, n'a fourni aucune preuve. Les têtes de ceux qui sont aux antipodes ont hoché la tête; le «récit» y est incontesté. Une rare exception, l'ancien Premier ministre *Paul Keating*, a qualifié de «démentiel» le bellicisme de Truss.

John Pilger, Mint Press du 17 février 2022
(<https://www.mintpressnews.com/john-pilger-war-in-europe-and-the-rise-of-raw-propaganda/279713/>)

«Les analystes chinois ont déclaré dimanche que le maintien de l'intensité de la crise profitera aux Etats-Unis dans plusieurs domaines: légitimer leur présence militaire en Europe en diabolisant la Russie et en empoisonnant les liens entre la Russie et l'UE, accroître les incertitudes et les inquiétudes pour nuire à l'économie de la zone euro afin qu'il y ait davantage de fuites de capitaux du continent vers les Etats-Unis et ainsi atténuer la pression inflationniste américaine, et utiliser la tension pour semer le trouble dans les liens Chine-Russie.

Par conséquent, les Etats-Unis utilisent tous les moyens pour maintenir la tension accrue, y compris la diffusion de désinformation et le renforcement des déploiements militaires pour provoquer la Russie – en d'autres termes, les Etats-Unis sacrifient la sécurité de l'Ukraine pour servir leur propre stratégie de concurrence avec la Russie, ont déclaré les experts.»

Global Times du 13 février 2022

En ce qui concerne les tensions à la frontière orientale de l'Ukraine, la Chine estime que dans le contexte actuel, toutes les parties concernées devraient faire prévaloir la raison, adhérer à la direction générale de la solution politique et s'abstenir de tout acte susceptible de provoquer des tensions ou

d'attiser la crise. Les parties devraient prendre pleinement en considération les préoccupations légitimes de chacun en matière de sécurité, faire preuve de respect mutuel et, sur cette base, résoudre correctement leurs différends par des consultations sur un pied d'égalité. La Chine soutient tous les efforts visant à apaiser les tensions et prend note du récent engagement diplomatique de la Fédération de Russie avec la France, l'Allemagne et d'autres pays européens au niveau des dirigeants. Un mécanisme de sécurité européen négocié, équilibré, efficace et durable constituera une base solide pour une paix et une stabilité durables dans toute l'Europe. Nous sommes convaincus que les pays européens prendront des décisions en toute autonomie stratégique, conformément à leurs propres intérêts. [...]

Tout arrive pour une raison. L'élargissement de l'OTAN est une question que l'on ne peut négliger face aux tensions actuelles liées à l'Ukraine. L'expansion continue de l'OTAN dans le sillage de la guerre froide va à l'encontre de la tendance de notre époque, qui est de maintenir une sécurité commune. La sécurité d'un pays ne peut se faire au détriment de la sécurité des autres.

L'ambassadeur de Chine, Zhang Jun, au briefing du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Ukraine du 17 février 2022

Il [l'Occident] traverse une période difficile; nous parlons réellement du crépuscule de la domination occidentale et de la fin éventuelle de son leadership mondial. C'est difficile pour eux. Je pense que nous nous dirigeons vers une crise grave dans les relations internationales. Nous pourrions probablement obtenir un certain degré de clarté après de sérieuses épreuves de force dans différentes régions et différents domaines. Toutes les questions ne seront pas résolues à la table des négociations, mais les résultats peuvent être formalisés. C'est ainsi que le nouvel ordre mondial va émerger.

Dmitri Trenin, directeur du Carnegie Moscow Center, dans une interview, Infosperber du 19 février 2022

Comité International de la Croix Rouge: appel urgent aux parties conflictuelles de ménager l'infrastructure sensible à l'Est de l'Ukraine

L'intensification actuelle des combats se déroulant dans l'Est de l'Ukraine a pour effet de risquer la paralysie totale de certains services de base.

Au moins deux stations de base – la première station de pompage *Lift* et la station de filtration *Karlivska* qui se trouvent toutes les deux dans la région de Donetsk et qui approvisionnent plus d'un million de personnes en eau potable – ainsi que les hôpitaux et d'autres services importants sont hors de service à cause des hostilités.

«Nous sommes très inquiets du développement dans l'Est de l'Ukraine ces derniers jours. Les infrastructures civiles garantissant des services essentiels ainsi que les personnes civiles qui s'en occupent, les assurent et effectuent les réparations nécessaires sont protégées par le droit humanitaire international», a expliqué *Florence Gillette*, cheffe de la délégation internationale du CICR en Ukraine. «Nous rappelons donc aux deux côtés d'épargner la population civile, les personnes civiles ainsi que les services civils en cas d'opérations militaires. Le CICR appelle à ne pas porter atteinte aux infrastructures nécessaires à la survie de la population et à respecter les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution.»

Au cours des huit dernières années, les hostilités en cours dans l'Est de l'Ukraine ont régulièrement privés des villes, des villages et des communautés rurales des deux côtés de la ligne de contact d'approvisionnement vital en eau, en gaz et en électricité pendant des jours et des semaines.

Sans mesures de protection urgentes des services de base dans les zones exposées aux hostilités, il faudra s'attendre à des dommages humanitaires de grande ampleur.

En plus, il est urgent de réparer toute infrastructure endommagée, ce sont des reconstructions qui prendront du temps.

(Communiqué de presse du CICR du 19 février 2022)

(Traduction Horizons et débats)

Politique suisse actuelle en matière d'électricité

La sécurité de l'approvisionnement en électricité n'est pas gratuite

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Comme beaucoup d'autres pays, la Suisse se voit confrontée à un défi de taille: assurer l'approvisionnement futur du pays en électricité tout en renonçant autant que possible aux énergies non renouvelables. Les experts, mais aussi le public et les décideurs politiques vont donc devoir se pencher sur le problème du mix énergétique de demain en l'examinant sous toutes ses facettes tout en tenant compte de ses avantages et de ses inconvénients. Si certains jalons ont déjà été posés en matière d'approvisionnement énergétique de la Suisse, d'autres pistes demeurent toujours ouvertes ou ne sont encore qu'à l'état de projet. Bien que le Souverain ait approuvé en 2017 l'interdiction de nouvelles centrales nucléaires, certains acteurs politiques et économiques planchent déjà sur le concept de nouvelles centrales nucléaires de «troisième ou quatrième génération», pour lesquelles il existe des modèles concrets à ne pas négliger. Les approfondir dépasserait le cadre de cet article.

De son côté, le Conseil fédéral a fait référence à une «période de transition» incluant le recours à des centrales au gaz et a concrétisé ses projets le 17 février. Tout le monde est cependant tombé d'accord sur les points suivants: l'obligation pour la Suisse d'accomplir des progrès considérables en matière d'énergies renouvelables; la garantie impérative de l'approvisionnement énergétique en hiver; la nécessité de combler le manque provoqué par la mise à l'arrêt des centrales nucléaires et d'accroître l'approvisionnement afin de répondre aux besoins exponentiels du futur.

Ambitieux projet de loi

En juin 2021, le Conseil fédéral a transmis au Parlement son rapport relatif à la «Loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables».¹

L'objectif principal du projet est de développer «rapidement et de manière conséquente la production nationale d'électricité à partir d'énergies renouvelables». Pour ce faire, la loi sur l'énergie, qui avait pourtant fait l'objet d'un vote il n'y a pas plus de cinq ans, doit déjà subir de nouvelles modifications, tout comme la loi sur l'approvisionnement énergétique datant de 2007. En effet, jusqu'à présent, le développement des énergies renouvelables s'est avéré beaucoup plus lent que nous ne l'avions imaginé.

Or, et bien que nous soyons tous tenus de modérer autant que possible notre consommation d'énergie, la consommation d'électricité ne cessera pas pour autant d'augmenter: Comme il faut, parallèlement à la sécurisation de l'approvisionnement en électricité, respecter également la stratégie climatique à long terme de la Suisse, cela implique «une électrification complète dans les secteurs des transports et du chauffage», comme l'a expliqué le Conseil fédéral dans son communiqué de presse. A cela vient s'ajouter la hausse de la demande résultant de l'augmentation continue de l'immigration.

La «Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEAT-E)» du Conseil des Etats s'est pro-

noncée en janvier à l'unanimité en faveur du dépôt du projet et se concentre désormais sur son contenu exhaustif et détaillé (*communiqué de presse* de la CEATE-E du 28/01/2022). La date de la session au cours de laquelle le projet sera débattu devant le Conseil des Etats (à titre de première chambre législative) n'a pas encore été déterminée.

En termes de contenu, la loi doit notamment statuer sur les points suivants:

- fixer les valeurs cibles contraignantes en matière du développement de l'énergie hydraulique et des autres énergies renouvelables (valeur cible jusqu'en 2050: 39 TWh, réalisable par réaménagement) ainsi que pour la baisse de la consommation individuelle d'énergie et d'électricité par habitant.

- Extension du recours aux mesures incitatives d'économie d'énergie jusqu'en 2035. Les tarifs de rachat du courant injecté sont remplacés par des participations aux investissements.

- Sécurisation sur le long terme de l'approvisionnement en électricité en période hivernale: Le Conseil fédéral entend financer au moyen d'une «Majoration hivernale» les grandes centrales à accumulation capables de stocker de l'eau dans leurs lacs de retenue pour l'hiver, mettant ainsi à disposition plus de 2 TWh de réserves d'électricité supplémentaires.

A ces choix concrets nous ajouterons quelques observations et prises de position importantes à ce sujet.

EICom: le projet de loi fédéral prévoit des mesures insuffisantes

Werner Luginbühl, président de la Commission fédérale de l'électricité «EICom», a rappelé que les mesures du projet de loi ne suffiraient probablement pas à sécuriser totalement l'approvisionnement en électricité. Pour écarter la menace d'une éventuelle pénurie d'électricité en hiver, il faudrait non seulement selon lui non seulement prévoir une unité de stockage (énergie hydraulique), mais également envisager la création de «centrales de réserve à gaz» jointes à des mesures favorisant une plus grande efficacité (économies d'électricité), tout cela applicable d'ici 2025. «Luginbühl espère donc que le Parlement apportera les corrections nécessaires au projet du Conseil fédéral»² La conseillère fédérale *Simonetta Sommaruga*, cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), a déjà engagé les premières démarches en ce sens.

Développer l'énergie hydraulique, pilier de l'approvisionnement énergétique en Suisse

En 2020, le mix énergétique suisse est constitué à 58,1 % d'énergie hydraulique, à 32,9 % d'énergie nucléaire, à 2,3 % par des énergies fossiles et à près de 6,7 % de nouvelles énergies renouvelables». (Communiqué de presse de l'Office fédéral de l'Energie du 31 août 2021.)

Compte tenu de ces chiffres, il est évident – mis à part le développement des nouvelles

Une coopération avec les pays voisins sans accord sur l'électricité avec l'UE est également possible

mw. Un accord sur l'électricité faciliterait certainement la coopération avec l'UE, selon la conseillère fédérale *Simonetta Sommaruga*, mais selon ses propos, nous devrions toutefois «développer la production d'électricité dans notre propre pays même disposant d'un accord.» Voici un effet secondaire résultant de la rupture des négociations sur l'accord-cadre: la libéralisation (euphémisme «ouverture») du marché de l'électricité souhaitée par le Conseil fédéral n'est donc pas une priorité absolue et sera probablement reportée par le Parlement: «L'ouverture du marché est une condition préalable à un accord sur l'électricité avec l'UE. Mais un tel accord n'arrivera pas rapidement, même s'il reste notre objectif.»¹ affirme-t-elle.

Le directeur de l'entreprise suisse de production et distribution d'énergie *Axpo*, *Christoph Brand*, a répondu à la question de savoir si la Suisse serait «distanciée» par le marché européen de l'électricité après la rupture des négociations avec Bruxelles: «Au niveau professionnel, tout le monde s'accorde à dire qu'il serait insensé de discriminer la Suisse.

Lorsqu'en janvier, une chute de tension s'est produite dans le nord-ouest de l'Europe et qu'il y avait un risque de black-out, la Suisse a fortement contribué à stabiliser le réseau électrique européen. Cela montre l'importance de la Suisse.»²

«Si nous avons un problème, nos états voisins en auront rapidement un aussi»

La Suisse n'est pas seule à s'inquiéter de la protection contre les futures pannes de courant. Le 1^{er} décembre 2021, les pays du Benelux, l'Allemagne, la France, l'Autriche et la Suisse, ont signé une déclaration d'intention («Memorandum of Understanding») sur la prévention des crises électriques lors d'une réunion ministérielle. Celle-ci «ouvre la voie à la poursuite de la coopération [...] et au développement de mesures solidaires qui pourront être mises en œuvre au niveau régional en cas de crise». (Communiqué de presse du Conseil fédéral du 01/12/2021).

La déclaration n'est certes pas juridiquement contraignante: «Elle n'en est pas moins précieuse»,

déclare la Conseillère fédérale *Simonetta Sommaruga* sur *RTS-News*. «Il est important que nous regardions très concrètement ce que nous pouvons faire ensemble pour qu'une telle crise de l'électricité ne puisse jamais se produire dans notre région.» Et si une crise d'électricité devait tout de même survenir, les procédures seraient définies dès le départ. L'accord est «une manifestation de volonté politique, on veut travailler ensemble ici, car la Suisse est au cœur de l'Europe. Si nous avons un problème, nos états voisins en auront rapidement un aussi».³ (souligné par *mw.*)

La Commission fédérale de l'électricité *EICom*, qui veille avec la société nationale pour l'exploitation du réseau «*Swissgrid*» à garantir une exploitation stable du réseau afin d'optimiser les importations d'électricité, a une position tout à fait similaire: «En matière d'exploitation interconnectée, la Suisse est le pays le plus maillé d'Europe continentale, tant au niveau transfrontalier que national. La capacité de transport installée aux frontières suisses dépasse de deux à trois fois les

besoins de la Suisse. C'est pourquoi il est potentiellement possible d'importer beaucoup. Toutefois, le degré élevé de maillage des réseaux électriques exige une bonne coordination entre les exploitants de réseau.»⁴ Nos autorités doivent veiller à cette bonne coordination, par exemple par le biais du Memorandum of Understanding mentionné.

¹ *Vonplon, David; Forster, Christof.* «*Sommaruga zur Energiewende: «Niemand will einen Kahlschlag beim Naturschutz».* Interview dans: «*Neue Zürcher Zeitung*» du 05/02/2022.

² *Häne, Stefan; Läubli, Martin.* Entretien avec le directeur d'*Axpo*. «*Was ist schlimmer: Der Klimawandel oder ein neuer Stausee?*» Dans: «*Tages-Anzeiger*» du 13/07/2021

³ *Gasser, Tobias.* «*Stromknappheit ab 2025. Hilfe bei Stromausfällen – auch ohne Stromabkommen mit der EU.*» *SRF News* du 2.12.2021.

⁴ *Mesures relatives au réseau visant à garantir la sécurité d'approvisionnement à court et moyen terme ainsi que la stabilité du réseau. Rapport de l'attention du DETEC/Conseil fédéral du 13/10/2021*

«Politique suisse actuelle ...»

suite de la page 5

énergies renouvelables – que l'énergie hydraulique, en tant que source naturelle et la plus abondante d'électricité en Suisse, peut et doit être encore bien mieux exploitée à l'avenir.

Simonetta Sommaruga, sur la même ligne semble-t-il que le Conseil fédéral, l'affirme: «Le photovoltaïque a son importance, certes, mais l'énergie hydraulique demeure le pilier de l'approvisionnement en électricité dans notre pays. C'est surtout en hiver, lorsque l'électricité se fait rare, que les lacs de retenue des barrages assurent la sécurité énergétique nécessaire. C'est pourquoi le Conseil fédéral vient de décider la création d'une surtaxe d'assistance destinée au financement de la fourniture d'électricité en hiver.»³ Selon *Sommaruga*, le Conseil fédéral pourrait mettre en place cette mesure par voie d'ordonnance, donc déjà effective l'hiver prochain.

Table ronde sur l'hydroélectricité – avancées et hésitations

Etant donné qu'en Suisse, la moindre nouvelle centrale d'énergie, le moindre aménagement, font presque toujours l'objet de plusieurs oppositions, souvent portées jusqu'au Tribunal fédéral, *Sommaruga* a convoqué, en 2021, une «table ronde sur l'hydroélectricité», qui a réuni les autorités fédérales et cantonales compétentes ainsi que quelques représentants du secteur de l'électricité et des associations environnementales.

Ensemble, ils ont adopté le 13 décembre 2021 une «déclaration commune» présentant 15 projets de centrales hydroélectriques à retenue de barrage offrant «les meilleures perspectives énergétiques dont la réalisation aurait le moins d'impact possible sur la biodiversité et le paysage». Ces 15 centrales permettraient d'atteindre «une production additionnelle de stockage de l'ordre de 2 TWh d'ici 2040», indispensable pour faire face à la menace de pénurie hivernale.⁴

Le 13 décembre 2021, la réunion a adopté une «déclaration commune» présentant 15 projets de centrales hydroélectriques à retenue qui «sont les plus prometteurs sur le plan énergétique vu leur capacité de se réaliser avec le moindre impact possible sur la biodiversité et le paysage». Ces 15 centrales permettront d'atteindre «une production d'accumulation supplémentaire de l'ordre de 2 TWh d'ici à 2040», nécessaire elle aussi pour pallier la menace de pénurie hivernale.⁴ Voilà un succès encourageant et une entreprise exemplaire, les différents acteurs s'étant réunis pour négocier un compromis au service de l'intérêt général. La «déclaration commune» qui a fait suite à cette réunion n'est cependant pas exempte de points faibles: D'une part, elle se contente de fixer des «jalons» et «Ce document n'engage ni les investisseurs, ni les autorités cantonales chargées de délivrer les autorisations, ni les organisations environnementales, ni la Confédération», a déclaré *Mario Cavigelli*, conseiller d'Etat des Grisons et président des directeurs cantonaux de l'énergie, sur *SRF News*.⁵ D'autre part, les 2 térawatt heures – à condition que les 15 projets soient réalisés – ne suffiront dans un premier temps que pour lancer le projet et ne seront qu'une étape parmi d'autres, toutes aussi nécessaires. Comme l'a souligné *Christoph Brand*, directeur d'*Axpo*, lors de cette même émission de la *SRF*, il faudrait atteindre un total de 50 TWh, soit 25 fois plus, pour que ce tournant énergétique soit une pleine réussite. Alors pourquoi ne va-t-on pas plus vite?

La protection de l'environnement ne doit pas tout bloquer

Dans une interview accordée à un journal de Suisse Alémanique, *Christoph Brand*, patron d'*Axpo*, déclare tout de go que les grands groupes énergétiques suisses construisent plus volontiers des parcs éoliens dans le nord de l'Allemagne que dans leur propre pays: «Il est grand temps qu'on en prenne conscience, le portefeuille éolien d'*Axpo* en Suisse ne contient en tout et pour tout qu'une seule centrale éolienne, celle de l'Entlebuch [canton de Lucerne]». Chaque nouveau projet doit d'abord faire face à une opposition acharnée. «Les concessions, on attend d'abord et toujours des autres, continue le CEO d'*Axpo*, les anti-éoliennes nous poussent vers l'énergie hydraulique, dont les opposants réclament de la photovoltaïque. Et pour cette dernière, on a aussitôt affaire à la protection des monuments. Le consensus social, qui voudrait qu'on réalise que l'électricité doit bien venir de quelque part et que cela ne se fait pas sans compromis, fait ici totalement défaut.» Selon le patron d'*Axpo*, il est techniquement tout à fait possible de prendre le virage énergétique en Suisse, mais il y faudrait des procédures d'autorisation beaucoup plus rapides. Alors qu'en France, *Axpo* peut construire un parc éolien en quatre ans, «en Suisse, un tel rythme est jusqu'à présent impensable».⁶

Luginbühl, le président de l'*EICom*, tout comme la cheffe du *DETEC*, *Sommaruga*, sont tous deux d'accord pour simplifier les procédures politiques et administratives. Selon *Luginbühl* «En ce qui concerne les installations éoliennes et photovoltaïques, le secteur suisse de l'électricité investit d'abord aujourd'hui à l'étranger dans», car «le développement de la production nationale est freiné par des procédures d'autorisation extraordinairement compliquées». («*Neue Zürcher Zeitung*» du 5 novembre 2021).

Sommaruga insiste elle aussi sur le fait que le manque d'investissements en Suisse «n'est pas essentiellement imputable aux multinationales de l'électricité étant donné qu'aujourd'hui, il faut souvent 20 ans (!) pour qu'un projet éolien ou hydroélectrique puisse aboutir. Les procédures d'autorisation sont d'une grande diversité, les opposants aux projets pouvant porter chaque procédure séparément devant le Tribunal fédéral. De ce fait, les garanties nécessaires à tout investissement feraient également défaut». («*Neue Zürcher Zeitung*» du 5 février 2022)

L'exemple du hamster dans sa roue

Le 4 novembre 2020, le Tribunal fédéral a «validé le recours de deux organisations de protection de la nature par rapport au projet de surélévation des barrages de la centrale hydroélectrique du Grimsel» renvoyant le dossier devant le Conseil d'Etat bernois.⁷ De toute évidence, le hamster continue à pédaler dans sa roue. En effet, l'affaire avait déjà été portée devant le Tribunal fédéral en 2017. En 2010 – dix ans avant le dernier arrêté du Tribunal fédéral! – la société *Kraftwerke Oberhasli AG* (*KWO*) avait déposé une demande auprès du canton de Berne sollicitant «la surélévation des deux barrages du lac de retenue du Grimsel, projet permettant de stocker 240 gigawatt-heures d'énergie supplémentaires» [soit un huitième des 2 TWh nécessaires pour la constitution des réserves hivernales! *mw.*]. L'affaire a connu les étapes suivantes: approbation par le Grand Conseil bernois (parlement), annulation de l'approbation par le tribunal administratif cantonal suite au recours de plusieurs organisa-

tions de protection de la nature, acceptation du recours des *KWO* par le Tribunal fédéral (2017) avec renvoi au tribunal administratif, rejet des recours des organisations de protection de la nature par le tribunal administratif (conformément à l'ordre du Tribunal fédéral), arrêté actuel du Tribunal fédéral de 2020 avec renvoi au Conseil-exécutif bernois (c'est-à-dire à l'instance initiale) et donc retour à sa roue pour notre hamster qui continue sa course haletante.

Une accélération des procédures serait dans l'intérêt de tous si nous voulons continuer à avoir des ordinateurs qui tournent et des bornes de recharge qui fonctionnent pour les voitures électriques ...

Sécurité de l'approvisionnement contre protection de la nature?

Bien que dans son interview, *M^{me} Sommaruga* ait déclaré que le Conseil fédéral souhaitait fusionner toutes les procédures en un seul et unique recours afin de les faire considérablement avancer, le projet de loi «Sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables» n'en fait même pas mention. Le Conseil fédéral craindrait-il la confrontation qui en découlerait inéluctablement en politique intérieure?

La conseillère fédérale socialiste tient en effet un double discours issu de sa double appartenance: en tant que ministre de l'énergie, elle doit faire progresser le développement des énergies renouvelables; en tant que ministre de l'environnement, elle affirme que «personne ne veut de coupes claires dans la protection de la nature».

Le développement des centrales hydroélectriques et des parcs à éoliennes ne se fait pourtant pas nécessairement au détriment de l'environnement. Selon *Sommaruga*, il faudrait le plus vite possible tenir des négociations entre le secteur de l'électricité et les associations environnementales, ajoutant au passage: «ainsi que la volonté de tous les participants de renoncer parfois à leurs exigences maximales».⁸

Mais comme nous l'avons vu, cela ne suffira pas. Est-ce pour cette raison que le projet traîne, depuis juin passé, dans la commission du Conseil des Etats – eut égard à la lutte menée par les députés, des Verts à l'UDC, qui se battent pour insérer une procédure plus favorable aux investissements? La commission reste discrète: elle «ne rendra publiques ses décisions qu'à l'issue des délibérations», a-t-elle fait savoir après sa dernière séance du 28 janvier. Ce qui a filtré, c'est que des propositions ont été déposées par les partis du centre, allant dans le sens d'un «développement des énergies renouvelables impossible à conduire sans concessions en matière de protection de la nature». De son côté, le *WWF* a passé commande d'un sondage: Selon celui-ci, environ 60 pour cent des personnes interrogées seraient contre l'installation de nouvelles centrales hydroélectriques à l'intérieur des réserves naturelles.⁹ Mais qui parmi nous pourrait en avoir envie? Cependant il faudra bien trouver ailleurs (mais en Suisse!) les bases suffisantes à notre consommation électrique et électronique.

Et les centrales nucléaires?

Le 17 février, le Conseil fédéral a mis sur la table un nouveau projet: Conformément à la recommandation de l'*EICom*, celui-ci prévoit – outre les réaménagements des centrales hydrauliques déjà existantes par ordonnance d'urgence – «la construction par étapes de deux à trois centrales à gaz pour une puissance totale allant jusqu'à 1 000 mégawatts

(MW)». Coût de l'opération: 700 à 900 millions de francs. Les centrales à gaz «ne doivent être mises en exploitation que dans des situations exceptionnelles, lorsque le marché de l'électricité n'est momentanément plus en mesure de couvrir la demande», précise le Conseil fédéral.¹⁰ Pour y arriver, il faut bien sûr une loi avalisée par le Parlement, soumise à l'option d'un référendum facultatif. Ou alors, pourquoi ne pas surélever ou construire les barrages du Grimsel ou ailleurs? Nous ne serions pas alors obligés d'importer encore plus de gaz et nous polluons moins - et en plus, ce serait moins cher.

Ces derniers temps, il a également été question de reconsidérer à terme la construction de centrales nucléaires. Le 12 février 2022, l'assemblée des délégués du PLR Suisse a approuvé une résolution concernant la sécurité de l'approvisionnement en électricité, permettant d'envisager la construction de nouvelles centrales nucléaires sous réserve de conditions rigoureuses. Par 247 oui, 9 non et 4 abstentions, les délégués ont adopté une résolution dont la teneur est la suivante:

«Il ne doit pas y avoir d'interdictions technologiques légales visant à étendre et à remplacer des installations de production indigènes existantes, afin de garantir un mix énergétique stable pour les générations futures. Il convient donc de créer, à long terme, les conditions juridiques permettant aux centrales nucléaires de nouvelle génération d'apporter une contribution à la sécurité en approvisionnement, en cas de besoin avéré, pour autant que la sécurité soit garantie en tout temps.»¹¹

Cela ouvre de nouvelles voies déjà empruntées par la recherche actuelle. Cela ne coûte rien d'explorer ces nouvelles pistes. •

¹ Communiqué de presse du Conseil fédéral du 18/06/2021; Message du Conseil fédéral du 18 juin 2021 relatif à la loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité au moyen d'énergies renouvelables. *Feuille fédérale* FF 2021, p.1666s.

² Mesures relatives au réseau visant à garantir la sécurité d'approvisionnement à court et moyen terme ainsi que la stabilité du réseau. Rapport à l'attention du DETEC/Conseil fédéral du 13/10/2021; *Vonplon, David.* «*Elcom-Präsident: Der Umweltschutz steht einer sicheren Energieversorgung im Weg.*» Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 5/11/2021

³ *Vonplon, David; Forster, Christof.* «*Sommaruga zur Energiewende: «Niemand will einen Kahlschlag beim Naturschutz».* Entretien dans: «*Neue Zürcher Zeitung*» du 05/02/2022

⁴ Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK. «*Gemeinsame Erklärung des Runden Tisches Wasserkraft*» du 13/12/2021

⁵ *Burkhardt, Philipp.* «*Runder Tisch Wasserkraft. 15 Wasserkraftwerke sollen realisiert werden.*» *SRF News* du 13/12/2021

⁶ *Häne, Stefan; Läubli, Martin.* Entretien avec le chef d'*Axpo*. «*Was ist schlimmer: Der Klimawandel oder ein neuer Stausee?*» dans: «*Tages-Anzeiger*» du 13/07/2021

⁷ *Vonplon, David; Forster, Christof.* «*Sommaruga zur Energiewende: «Niemand will einen Kahlschlag beim Naturschutz».* Entretien dans: «*Neue Zürcher Zeitung*» du 05/02/2022

⁸ Jugement du 4 novembre 2020 (1C_356/2019). *Ausbau Grimselstausee: Beschwerde von Naturschutzorganisationen gutgeheissen. Communiqué de presse du Tribunal fédéral*

⁹ *Walser, Charlotte.* «*Umfrage zu Naturschutz – Die Mehrheit will keine Wasserkraftwerke in Schutzgebieten.*» Ds: «*Tages-Anzeiger*» du 18/02/2022

¹⁰ «*Versorgungssicherheit: Bundesrat richtet ab dem nächsten Winter eine Wasserkraftreserve ein und plant Reserve-Kraftwerke.*» *Communiqué de presse du Conseil fédéral* du 17/02/2022

¹¹ «*Delegiertenversammlung. FDP sagt ja zu neuen AKW – unter gewissen Voraussetzungen.*» *SRF-News* du 21/02/2022.

Le Kazakhstan

Plaidoyer pour que vive cette passerelle entre les deux blocs

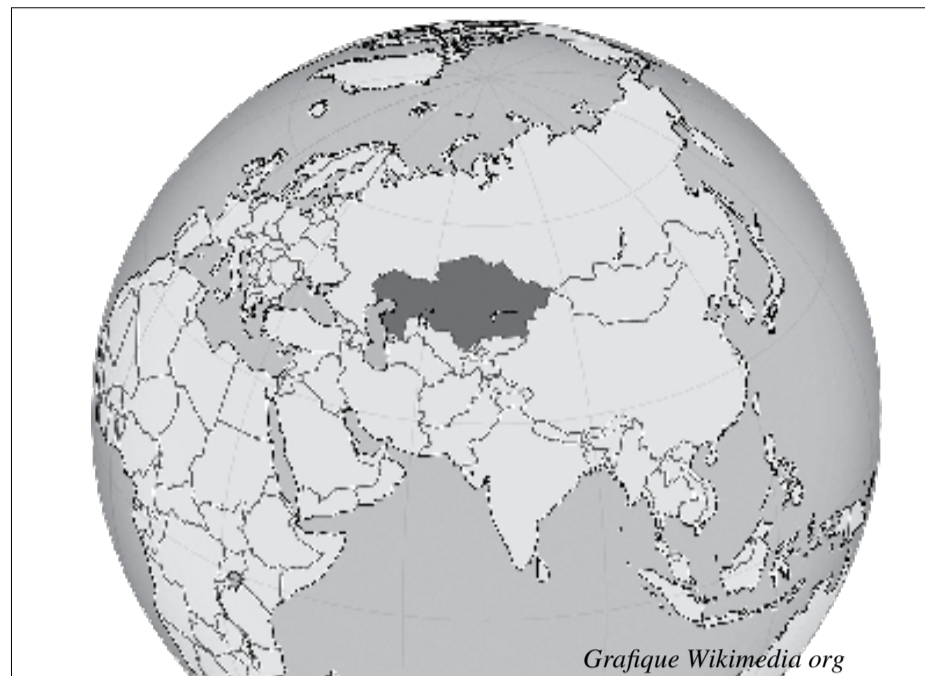
par Ralph Bosshard

Les récents troubles survenus au Kazakhstan, jusque-là réputé pour sa stabilité politique, ont surpris de nombreux observateurs en Occident. Depuis, on a beaucoup écrit sur le plus grand pays d'Asie centrale présenté comme un état policier régi par l'autoritarisme et dans lequel les droits de l'homme et les libertés civiles n'ont pas grande valeur. Bien que certaines critiques soient sans aucun doute justifiées, le reste semble être davantage motivé par la géopolitique. Un bref aperçu de l'évolution du pays depuis son indépendance permettrait de mettre en garde contre la tendance à replacer ce conflit intérieur dans le contexte géopolitique de la rivalité entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

Une passerelle au centre de l'Asie

En matière de politique étrangère, le Kazakhstan s'est efforcé de mener une politique étrangère dite multisectorielle notamment par la voix de Noursoultan Nazarbaïev, qui a été son président pendant des années, et de maintenir de bonnes relations avec à la fois la Russie, les Etats-Unis et la Chine, et cela toujours en partant du principe que la Russie était son principal allié. Il reste cependant difficile d'évaluer dans quelle mesure cette situation a pu engendrer un sentiment de méfiance de la part des alliés, comme dans le cas de l'Arménie par exemple. En fin de compte, la détérioration des relations Est-Ouest amorcée il y a quelques années et la division manichéenne d'un monde en noir et blanc ont également limité la liberté d'action en matière de politique étrangère du Kazakhstan, pays qui, situé entre deux empires, se voit contraint de chercher sa propre voie. Ces dernières années, le Kazakhstan a négocié avec succès un accord de partenariat avec l'UE, joué un rôle de pionnier en matière de désarmement nucléaire, aboli la peine de mort et lancé une initiative visant à réduire les émissions de CO₂. Pour un pays dont l'économie dépend en grande partie de ses ventes de pétrole et de gaz, cette dernière initiative est tout à fait remarquable. Lorsque l'on évoque le rôle international du Kazakhstan, on omet souvent de mentionner que ce pays fait également partie de l'Europe. En effet, le tracé du fleuve Oural, communément considéré comme la frontière géographique orientale de l'Europe, se situe à une distance variant entre 200 et 400 km à l'est de la frontière occidentale du Kazakhstan. La partie européenne du territoire kazakh est donc plus vaste que certains pays européens.

Au cours des dernières années et à plusieurs reprises, le Kazakhstan s'est imposé dans un rôle de médiateur lors de conflits récents, accueillant ainsi d'importantes conférences internationales. Les relations du Kazakhstan avec la Russie ont été façonnées par leur histoire commune. Les peuples des steppes qui ont envahi la Russie à plusieurs reprises durant le Moyen-âge étaient notamment issus de la région de l'actuel Kazakhstan. Au



XIX^e siècle, après le rattachement progressif de toutes les régions d'Asie centrale à leur empire, la politique des tsars russes a oscillé entre pragmatisme – se limitant au contrôle du territoire et des frontières – et russification. C'est l'Union soviétique qui a le plus contribué au développement du Kazakhstan en ayant certes recours à des méthodes brutales. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette dynamique s'est poursuivie sous une forme plus civilisée, tandis que les républiques soviétiques «européennes» de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie y contribuaient très largement. Depuis son indépendance, le Kazakhstan s'est imposé comme un état multiethnique, fier de compter sur son territoire une cinquantaine d'ethnies originaires de toutes les régions de l'ancienne Union soviétique. Dans ce contexte, il faut voir une éminente marque de sagesse dans le refus du Kazakhstan à s'engager dans une politique à caractère nationaliste génératrice de conflits comme cela a maintes fois été le cas au sein de l'espace postsoviétique. Attiser les rivalités entre nationalités mettrait de fait en péril l'unité étatique du pays et pourrait notamment conduire à la perte de la partie nord du pays, où réside encore une importante communauté russe.

Les principaux candidats et leurs partis politiques

Les observateurs de l'OSCE ont constaté que les élections au Kazakhstan ne s'étaient pas déroulées selon les normes internationales en vigueur. En outre, le pays enregistre généralement de mauvais résultats dans la notation des différents indices de liberté, de droits de l'homme, d'Etat de droit, de liberté de la presse et bien d'autres. Cela tient aussi à des raisons structurelles et ne se limite en aucun cas au gouvernement de Noursoultan Nazarbaïev. Comme c'est le cas dans nombre d'autres pays centralistes, il n'existe aucune tradition démocratique ou fédérale au Kazakhstan. En fait, ni le pouvoir des tsars ni celui des fonctionnaires soviétiques sont parvenus à éliminer totalement des structures ancestrales remontant parfois au Moyen-âge.

Tous les gouvernements kazakhs sont tenus de maintenir l'équilibre entre les différentes communautés nationales. A cet égard, un grand nombre d'anciennes républiques soviétiques sont encore bien loin de la stabilité politique. Sous les apparences d'une société moderne, le Kazakhstan a conservé d'anciennes structures tribales et claniques qui rappellent d'assez loin les trois grandes hordes qui structuraient le pays avant l'arrivée des tsars. Aujourd'hui encore, c'est sans doute au sein de ces mêmes structures qu'on débat et décide des questions politiques, car dans les républiques d'Asie centrale, une question politique a souvent déjà fait l'objet d'une décision en amont lorsqu'elle parvient devant le parlement pour être débattue: les votes favorables à 90% ou plus sont davantage l'expression d'efforts extraparlémentaires que de méthodes autoritaires.

De la même façon, dans le Kazakhstan d'aujourd'hui, une bonne partie des batailles politiques se déroulent en dehors des partis et du parlement. Bien qu'il ait auparavant

été Premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev a fondé son propre parti en 1999 sous le nom de Nour-Otan, ce qui a tourné au désavantage du PC lors de la campagne électorale, de sorte que ce dernier n'a pas réussi à entrer dans le maeshilis (ou madjlis), la chambre basse du Parlement.

Autre fait révélateur: la fille de Nazarbaïev, *Dariga* (il a œuvré pendant des années pour qu'elle lui succède potentiellement) a fondé son propre parti, «l'Asar». En 2006, ce parti a fusionné avec celui de son père. Au Kazakhstan, ce ne sont pas les partis qui ont leurs têtes de liste, mais les têtes de liste qui ont leur propre parti politique.

Aujourd'hui encore plane sur le pays l'ombre du «père suprême» Noursoultan Nazarbaïev. Il était déjà Premier secrétaire du Parti communiste du pays du temps de l'Union soviétique. Il a été pressenti pour le poste de Premier ministre de l'Union soviétique et a soutenu *Boris Eltsine* dans sa résistance contre les putschistes en août 1991. Ce n'est que lorsque la fin de l'Union soviétique a été un fait acquis qu'il a officiellement déclaré l'indépendance de son pays en tant que dernière république de l'Union soviétique. Il a gouverné ce pays pendant 29 ans. Aucun des protagonistes impliqués dans le conflit actuel n'aurait pu faire carrière sans son appui. Et chacun d'entre eux a besoin d'appuyer son pouvoir sur un clan ou au moins une tribu.

Les Nazarbaïev sont originaires de la région d'Almaty (anciennement Alma-Ata), dans le sud du pays, là d'où sont parties les récentes émeutes. Divers scandales concernant les sociétés offshore, qui ont éclaboussé la réputation du clan Nazarbaïev, ont révélé que des membres du clan possédaient d'importants actifs à l'étranger. Le dernier scandale en date s'est produit en décembre 2020. Il n'est pas certain que *Dariga*, la fille Nazarbaïev, suive vraiment les traces de son père: le show-business semble lui convenir davantage, puisqu'elle s'est illustrée à la télévision en interprétant des chansons populaires et des airs folkloriques.

Lorsque Noursoultan Nazarbaïev a démissionné en 2019 de son poste de président pour laisser la place à *Kassym-Jomart Tokaïev* à la surprise générale, il a justifié sa décision par sa volonté d'éviter que ne se reproduise une situation comparable à celle des dernières années de l'Union soviétique. A l'époque, les vieux dirigeants du Parti et de l'Etat, âgés et usés, s'étaient révélés incapables de continuer à exercer leurs fonctions. Cela alimente actuellement des spéculations quant à la capacité de Nazarbaïev d'assumer le rôle de manipulateur de l'ombre à l'abri depuis qu'il pris sa retraite après 2019.

Kassym-Jomart Tokaïev, qui a succédé à Nazarbaïev en 2019, est un diplomate et un spécialiste de la politique étrangère qui connaît bien la Russie et la Chine. Il a mis en œuvre la politique de désarmement nucléaire de son père nourricier et prédécesseur et a poursuivi son programme de réformes avec détermination. Il a également occupé le poste de sous-secrétaire général de l'ONU à Genève et a en général séjourné à l'étranger, de sorte que, parmi les protagonistes du conflit actuel, il est probablement celui qui a

été le moins en mesure de se constituer une véritable assise de pouvoir sous la forme d'un clan politique. Il n'avait certainement pas intérêt à déclencher un conflit politique dans le pays. En revanche, la faiblesse de Nazarbaïev, les ambitions de *Dariga Nazarbaïeva* et la crise qui se profilait dans le cadre de la pandémie de Covid-19 l'ont forcé à agir.

Pas de schéma Est-Ouest

Dans un système politique dont le bon fonctionnement repose sur un équilibre soigneusement dosé entre différentes factions, rien d'étonnant à ce que certains adversaires se manifestent dès que le pouvoir montre des signes de faiblesse. Dans cette perspective, la référence à des ennemis extérieurs qui se seraient immiscés dans le conflit sur le prix des carburants et auraient tenté de renverser la situation politique est tout à fait plausible. Dans une société où le «père suprême» se veut proche du peuple, tout homme politique court le risque de servir de bouc émissaire en cas de dysfonctionnement et de mécontentement de la population et d'être mis au placard. Par conséquent, les manifestations du début du mois à Almaty ont probablement exercé une pression énorme. Il est probable que divers acteurs aient tenté d'exploiter rapidement la situation à leur avantage. A l'heure actuelle, il semble que Tokaïev s'en est le mieux tiré.

Il ne fait aucun doute que les autorités kazakhs s'attendaient aux émeutes. Il est probable également que la coupure d'Internet et des réseaux de téléphonie mobile ait été prévue depuis longtemps dans le cadre d'un plan d'urgence. Il serait également surprenant que les autorités kazakhs n'aient pas été au courant du climat qui régnait alors dans le pays. Que les manifestants aient pu mettre le feu à des bâtiments gouvernementaux et occuper des lieux importants dans la région d'Almaty peut être interprété comme la preuve qu'ils jouissaient d'une certaine sympathie au sein des forces de sécurité. Cette situation pourrait devenir gênante pour le clan Nazarbaïev et lui porter préjudice.

Le président Kassym-Jomart Tokaïev n'a pas tardé à brandir la menace de représailles contre les manifestants. Cette approche est sans aucun doute basée sur l'expérience acquise lors des manifestations de la place Maïdan à Kiev en 2014 ainsi que de celles ayant eu lieu en 2020 en Biélorussie; elle a cependant trouvé ses limites dans l'organisation même de la garde nationale du Kazakhstan composée en grande partie de conscrits qui effectuent leur service militaire sans arme à feu. Les troupes de maintien de la paix de «l'Organisation du traité de sécurité collective» (OTSC, en anglais, OBKB en russe), rapidement acheminées par avion, se sont concentrées sur la protection de sites importants afin d'éviter un coup d'Etat et ont évité toute ingérence dans les affrontements avec les manifestants. Contrairement aux prévisions du secrétaire d'Etat américain *Blinken*, ils ne tarderont pas à se retirer.

Ce serait assurément une erreur de situer les récents événements survenus au Kazakhstan dans un contexte Est-Ouest caractérisé par la lutte des démocrates contre un régime autoritaire. En effet, la situation intérieure du pays diffère bien trop de celle de l'Europe occidentale. Nombre de processus décisionnels manquent par ailleurs de transparence, de sorte que l'observateur extérieur peinera à les reconstituer concrètement. Si, à l'instar du Kazakhstan, on devait imposer un schéma Est-Ouest à tout autre Etat cherchant à adopter une position indépendante en matière de politique mondiale, cela ne serait pas de bon augure pour la volonté de l'Occident à parvenir à des compromis, pas plus que pour le rôle qu'il est prêt à reconnaître aux Etats non alignés. Washington persiste dans sa vision manichéenne d'un monde en noir et blanc et continue à agir selon la devise: celui qui n'est pas avec nous est contre nous. Il serait peut-être utile de faire comprendre à l'Occident qu'il s'isole de lui-même.

¹ Son intervention lors de la réunion des chefs d'Etat de l'OECD est disponible en ligne à l'adresse suivante: <https://youtu.be/UFg-rc90VtQ>



Ralph Bosshard a étudié l'histoire générale, l'histoire de l'Europe de l'Est et l'histoire militaire. Il est diplômé de l'Ecole de commandement militaire de l'Eidgenössische Technische Hochschule Zurich (ETH) et de la formation d'Etat-major général de l'armée suisse. Il a ensuite suivi une formation linguistique en russe à l'université d'Etat de Moscou et une formation ultérieure à l'Académie militaire de l'Etat-major général de l'armée russe. Ayant passé six ans au service de l'OSCE, où il a notamment travaillé en tant que conseiller spécial du Représentant permanent de la Suisse, il est particulièrement familier avec la situation de la région en crise du Caucase du Sud.

Cette grande lueur silencieuse et «noire» et ce lac «qui chante»

L'Engadine hivernale dévoile de rares spectacles – si l'on a de la chance!

par Eliane Perret



La grande lueur silencieuse. (photo ©JB 2022)

Ceux qui ont eu la chance de séjourner, les jours précédant Noël, en Haute-Engadine ont pu profiter, cette année, non seulement de belles promenades le long des rives de ses lacs de renom mondial par un temps radieux, mais aussi être témoins d'un événement naturel rare. Pendant les nuits de cette période, le Lac de Sils s'est en effet couvert d'une couche de glace resplendissant en noir, phénomène naturel rarissime. Auparavant en effet, il avait fait un froid glacial pendant une longue période sans que soit tombé de neige. C'est alors que la fine couche de glace s'était transformée en une couverture cohérente. Pour être précis, la glace elle-même n'était bien sûr pas effectivement «noire» mais, comme elle s'était formée d'un temps clair, elle s'étendait alors, devant nous, étonnamment transparente, comme un immense miroir, si bien qu'à travers cette surface glaciale, le regard se prolongeait jusque dans les profondeurs noires de l'eau.

Dans cette Haute-Engadine si fascinante, la tombée de la nuit avec ses effets lumineux particuliers – cette grande lueur silencieuse –

faisait régner un grand calme. Ce silence était tout-à-coup rompu par des sons particuliers qui se propageaient sur la glace. Des murmures, des chuintements, ça et là un gargarisme ou, soudain, une détonation abrupte. Au bout d'environ trois heures, ce concert venait à son bout. Mais seulement jusqu'au lendemain matin, lorsque le spectacle sonore recommence, à peu près deux heures avant le lever du soleil. Un phénomène de la nature qui ne se manifeste qu'ensemble avec la glace noire.

La glace commence «à chanter» ...

La cause de ces «lacs chantants» provient de tensions dans la glace; comme tout autre matériel, la glace réagit aux grandes différences de température. Quand le soleil brille, la grande surface noire offre des conditions idéales pour qu'ils se produisent. Lorsque la température monte, la couche supérieure de la glace s'étend et, le soir, avec la baisse de température, elle rétrécit. La couche inférieure de la glace, par contre, reste immobile et se transforme à peine. Ce sont les moments où la glace com-

me à «travailler». A ses parties inférieures, de petites fissures se forment en se propageant, à la manière d'une toile d'araignée, sur toute la surface glaciale, s'élargissant uniquement par des températures extrêmement basses. Ce sont ces fentes qui sont à l'origine de ce «chant»: le son se propage le long de ces fissures à grande vitesse poursuivant souvent des distances de quelques centaines de mètres. Dans la glace, le son avance plus vite que dans l'air, et plus il avance rapidement, plus les sons qu'il produit sont perçus comme aigus pour l'oreille humaine.

Lorsque la glace est couverte de neige, celle-ci agit comme un amortisseur du son et le spectacle musical énigmatique disparaît. C'est ça le secret du «lac chantant», phénomène qui aura facilement pu amener à des explications mystérieuses ou magiques.

... et produit des «fleurs»

Ces fissures sont aussi à l'origine d'un autre spectacle féérique qui mérite autant notre admiration: les «fleurs de givre» – elles aussi un phénomène plutôt rare se manifestant sur les lacs de la Haute-Engadine. Il y a, là aussi, une explication scientifique à leur apparition. Les ingrédients en sont d'abord le soleil splendide ensemble avec un ciel d'hiver d'un bleu

d'acier causant une forte évaporation sur le lac gelé. Lors du refroidissement survenant après



Une mer de fleurs de glace. (photo ©JB 2022)

du coucher du soleil, la capacité d'absorption de l'eau évaporée baisse. L'air devient alors très humide. Avec les températures très basses de la nuit, l'humidité se condense. Le matin, le paysage semble couvert de sucre de gelée blanche. Les petits tas de cristaux de glace avec une structure anguleuse se sont formés à la surface de la glace du lac; ils prennent la forme de noyaux auxquels, grâce à l'humidité de l'air, de magnifiques fleurs de glace commencent à éclore. Souvent on les trouve en groupes ou en bandes. Leurs formes variées dépendent du degré d'humidité, de la température et du vent. Lorsque les fissures sont humidifiées par l'eau du lac, des formes magiques multiples peuvent apparaître. Parfois même, on se trouve face à une mer de fleurs de glace.

Bulles de gaz gelées

Mais ce ne sont pas les seules apparitions dans la glace noire éveillant notre curiosité autant que notre admiration. A certains endroits de la glace encore jeune, on découvre des séries de formes circulaires qui nous font penser à des bulles de bandes dessinées. Elles sont formées par des bulles naturelles: du méthane montant à partir du fond du lac qui ensuite gèle.

Qui a déjà connu des dommages de conduites d'eau éclatées à cause du gel, eh bien, au bord

Lueurs sur les cimes (Firnleuchten)

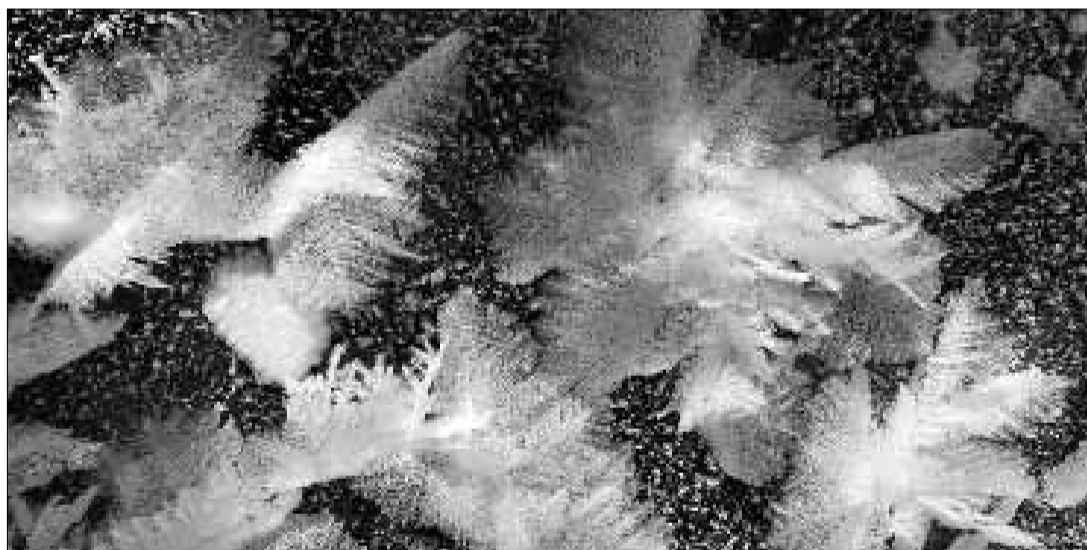
Dans ma poitrine, mon cœur,
comme il bat fort!
Plus qu'à mon départ, jeune impatient,
bien plus encore,
Quand revenant vers la patrie,
au loin j'ai distingué
Devant l'azur du ciel, ses cimes enneigées,
Leur douce lumière silencieuse!

Là d'où je viens, avide, hâtif comme un voleur,
Des villes j'aspirais la poussière,
des marchés leur odeur,
De leurs combats j'étais le spectateur ...
Qu'en diras-tu, ô toi ma pure lueur,
Ô toi, ma lumière silencieuse?

Jamais de ma patrie je n'ai tiré vanité.
Pourtant, de tout mon cœur
je n'ai fait que l'aimer!
Au fond de moi, dans mes mots et mes vers,
Partout, des cimes, des neiges étincelle la lumière,
Ta douce lumière silencieuse!

Que puis-je faire pour elle, ma patrie,
Avant de retourner au silence, à l'oubli?
Que dire qui échappe à la mort, quel don?
Un mot peut-être, peut-être une chanson?
Juste une brume, dernier reflet
De tes lumières silencieuses!

Conrad Ferdinand Meyer
(11.10.1825-28.11.1898)



Fleurs de glace éphémères. (photo ©JB 2022)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Jean-Daniel Urben
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Melligen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros
ISSN 1662 - 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».



Bulles de gaz montant du fond du lac pour aussitôt geler. (photo ©JB 2022)